

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Le plus grand danger (Albert Treint). — Le « Cours nouveau » et le Parti français (Louis Sellier). — Première réponse à Treint (Pierre Monatte). — Les divergences de vues dans le P. C. R. (Suite et fin) (G. Zinoviev). — Première lettre de l'I. C. au P. C. allemand (G. Zinoviev). — La crise dans le P. C. polonais et les tâches prochaines du Parti. — Le retour de Lénine à Pétrograd (N.

Kroupskaïa). — Pour le Bloc ouvrier et paysan (A. Friedrich). — Les crimes de la dictature bourgeoise en Pologne (Le Comité Exécutif de l'I. C.). — Sur le programme de l'Internationale à la veille du Congrès mondial (Michel Marty). — Les nouvelles expériences financières de la Hongrie (François Rakos). — Chronique des cellules. — L'opinion des militants.

Le plus grand Danger

CONTRE TOUT CONFUSIONNISME !

ENTRE les thèses votées par l'écrasante majorité du Comité Directeur et la résolution qui porte la seule signature de Souvarine, il ne peut y avoir rien de commun.

La résolution Souvarine se borne à répéter en les résumant, c'est-à-dire en leur donnant une allure de vagues généralités, les opinions qui ont prévalu au 3^e Congrès mondial. Aucune des questions qui se sont posées devant nous depuis ce temps-là n'y est serrée de près. Vigueur d'expression, verbalisme révolutionnaire y cachent mal l'imprécision de la pensée. Et plus on relit la résolution Souvarine plus il devient clair qu'une seule phrase y compte ; c'est celle où il est question de *rechercher une base d'accord* sur les questions fondamentales entre le Bloc oppositionnel russe et le Comité central. Toute la résolution Souvarine est bâtie *pour amorcer le revisionnisme*. Si par impossible, le Parti votait cette résolution, nous verrions alors Souvarine dégager au premier plan cette phrase *sur la recherche d'une base d'accord*. Nous le verrions *définir cette base*, qui pour le moment n'est définie que dans son propre cerveau. Depuis que j'ai posé la question : « Quelle

base d'accord propose Souvarine ? » je n'ai reçu aucune réponse. On nous a administré pas mal d'injures ; on a lancé contre nous pas mal d'imprécations. Nous sommes des courtisans serviles, des adversaires malhonnêtes. Dans les moments d'indulgence on nous traite de fous afin de nous faire bénéficier des circonstances atténuantes.

Mais, après toutes ces malédictions, la question n'a pas avancé d'un pas. *Nous ne savons toujours pas quelle base d'accord préconise Souvarine.*

Sans doute, réfugié sur quelque Sinai mystérieux, environné d'éclairs et de coups de tonnerre, Souvarine est-il en train d'élaborer la *Loi nouvelle* de l'Internationale. Et nous, nous sommes coupables de ne pas nous prosterner et de ne pas nous préparer à renverser les faux Dieux : Zinoviev, Rykov, Kamenev, Staline et tant d'autres. Notre crime c'est de prendre le fer rouge brandi par Souvarine contre l'Internationale qu'il dit pourrie et de le retourner contre lui. Notre crime, c'est de ne pas croire à la vertu du *bolchevisme révisé* et de voir en ses prêtres des *néo-menchevistes*.

Les thèses du Comité Directeur font une

analyse déjà suffisamment précise de la situation économique et politique. Elles émettent des opinions claires sur les questions française et internationales (anglaise, allemande et russe). Elles précisent le travail pratique à accomplir et la nécessité de renforcer l'unité des partis et de l'Internationale sur la base du bolchevisme.

Souvarine essaye de se présenter au Parti comme le véritable interprète des décisions du Congrès de Lyon.

Or, les décisions du Congrès de Lyon ont été adoptées par nous comme par Souvarine. Elles ont marqué, pas assez fortement à mon avis, les erreurs et les fautes que j'avais auparavant soulignées dans mon rapport politique ; elles n'ont pas établi les responsabilités. Et c'est pourquoi elles n'ont pas apporté de remède.

Eh bien ! nous ne permettrons pas aux malades de nous faire avaler à nous qui sommes bien portants, des médicaments qu'ils devraient bien garder pour eux.

Quand je vois Dunois, de Moscou, où il n'a rien appris, critiquer aux applaudissements des amis de Souvarine la façon dont fut appliqué l'an dernier le front unique en France et quand je me souviens que c'est le même Dunois qui, en dépit des décisions répétées du Bureau politique et en dépit de dizaines de lettres personnelles pressantes que je lui ai adressées, n'arriva jamais à organiser une campagne dans l'Humanité pour soutenir les propositions de front unique faites par le Parti, j'ai bien le droit de ne pas prendre au sérieux une opposition qui combat ses adversaires en leur attribuant la responsabilité de ses propres fautes.

C'est le même Dunois, qui, lors de son passage à Berlin fut obligé devant la Centrale du Parti allemand de reconnaître les fautes de notre opposition actuelle et qui, en même temps, refusa d'écrire un article pour lutter contre ces fautes.

Par son texte, par les commentaires dont elle a été entourée, la résolution Souvarine est la confusion même, sauf sur un point : l'amorce d'une tentative révisionniste.

Les thèses du Comité Directeur, sont absolument claires dans toutes leurs parties et se déclarent sans équivoque aucune contre toute tentative révisionniste.

Ainsi donc, opposition absolue entre la résolution Souvarine et les thèses du Comité Directeur. Cette opposition des deux textes montre à l'évidence que le bolchevisme peut être affirmé et continué en pleine clarté ; tandis que la révision du bolchevisme ne peut être tentée que dans un clair-obscur de confusionnisme.

Comme si le confusionnisme de Souvarine ne suffisait pas, notre ami Vaillant-Couturier vint, par ses critiques et ses propositions, ajouter encore plus de confusion.

Vaillant-Couturier commença par reprocher à la majorité du Comité Directeur de ne pas être absolument unie sur une même interprétation des thèses votées. Et par une singulière contradiction, il proposa de faire table rase de toutes les thèses et résolutions pour essayer de réaliser sur un texte l'unanimité du Parti.

C'est vrai que nos thèses ont enregistré l'union du centre et de la gauche contre les périls de droite. Si l'accord est solide sur la substance même des thèses, c'est vrai qu'il y a des nuances d'opinion et de pensée chez les 21 camarades qui les ont votées. Nous ne sommes pas des mécaniques et nous ne pensons pas à la baguette et sur mesure. C'est tout de même paradoxal de voir ceux qui nous ont accusé de mécanisme vouloir aujourd'hui obliger les 21 signataires des thèses à n'exprimer sur la base de ces thèses que des pensées absolument identiques ! Mais ce qui est encore plus paradoxal, c'est de vouloir rassembler dans une touchante unanimité, après avoir fait table rase des textes déjà votés, et ceux qui représentent des nuances d'interprétations des mêmes thèses et ceux qui combattent ces thèses avec acharnement.

Un texte nouveau qui réaliserait une pareille unanimité serait un texte de confusion. Jamais nous ne signerions un tel texte.

Enfin, notre ami Vaillant-Couturier, proposa d'envoyer au 5^e Congrès une délégation qui aurait seulement un mandat d'information. Le gauchisme anarchisant de Heine avait tenté d'introduire dans la pratique de l'Internationale le mandat d'observateur américain. L'aventure de l'ex-camarade Delplanque, n'avait été prise au sérieux par personne.

Que serait une Internationale où les délégations des divers partis viendraient dans les Congrès seulement pour s'informer et n'auraient pas pouvoir de décision ?

Ou bien une telle Internationale serait dirigée par quelques hommes régnant sur la passivité des sections nationales, et il est étrange de voir notre opposition faire bonne figure à une telle solution après avoir dénoncé le centralisme exagéré, ou bien une telle Internationale n'arriverait jamais à prendre de décisions sur les questions urgentes et importantes et les sections retourneraient aux pratiques d'autonomie de la Deuxième Internationale.

Notre Conseil National du 19 est saisi de deux textes, la résolution Souvarine et les thèses du Comité Directeur. Ces deux textes s'excluent mutuellement. Qui vote pour l'un vote contre l'autre.

Comme à notre dernier Comité Directeur, tout sera tenté pour dissocier la majorité.

On présentera des textes intermédiaires ; on flattera le localisme de telle ou telle fédération pour lui faire déposer une motion particulière et en définitive c'est sur un de ces textes que bloquera l'opposition.

Les thèses du Comité Directeur ne doivent pas être modifiées.

Pour une amélioration de détail on risque par une retouche hâtive d'introduire l'équivoque. Le Conseil National devra se prononcer pour ou contre le seul texte clair qu'il a eu tout le loisir d'étudier. Il doit se prononcer pour ou contre les thèses du Comité Directeur.

Nul doute que la presque unanimité du Parti ne suive son Comité Directeur.

Notre délégation au 5^e Congrès recevra ainsi un mandat indicatif. Nous devons, en effet, rappeler que dans l'Internationale le mandat impératif, qui rend inutile tout Congrès, ne saurait être admis.

Dans le Parti, comme dans l'Internationale, l'unité ne peut être bâtie sur l'équivoque, mais sur la plus grande clarté.

Le 5^e Congrès renforcera l'unité communiste sur la base du bolchevisme, sur la base du léninisme. Après le 5^e Congrès, les ouvriers de tous les pays afflueront de plus en plus nombreux vers nos Partis comme après

la 13^e Conférence les ouvriers russes ont afflué vers le Parti bolcheviste par dizaines de milliers.

L'opposition internationale groupera peut-être si elle persiste, les mécontentements et les rancunes subalternes, les ambitions déçues, les prétentions d'intellectuels dévoyés, les éléments petits-bourgeois égarés dans nos Partis ; mais la vieille garde bolchevique ralliera derrière elle, tout ce qui est ouvrier et tout ce qui, venu d'une autre classe, est absolument dévoué à l'intérêt prolétarien.

Monatte, Rosmer et leurs amis, peuvent aujourd'hui en nous combattant, combattre ce que nous défendons.

Malgré tout ce qu'ils ont mis de sentimentalité, d'amertume, d'apreté personnelle dans nos luttes intérieures, nous sommes convaincus que le 5^e Congrès de l'Internationale les entraînera dans la seule voie où ils puissent continuer : la voie de la Révolution bolchevique.

Albert TREINT.

Le « Cours Nouveau » et le Parti Français

Les discussions au sein du Parti russe présentent pour le Parti français un intérêt puissant du point de vue éducatif, mais seulement un intérêt rétrospectif. Elles sont closes depuis les premiers jours de janvier. La mort de Lénine et l'entrée dans notre Parti frère de Russie de 100.000 adhérents nouveaux ont achevé d'arranger les choses.

Le camarade Trotsky est membre du Comité central et du Bureau politique du Parti russe. Revenu à la santé, il conserve, bien entendu, tous ses postes dans les organismes directeurs de la Russie soviétique.

Des camarades n'hésitent cependant pas à présenter la question russe devant le Parti français comme se trouvant en pleine acuité. Avant de quitter Paris pour aller rejoindre son poste à Moscou, notre camarade Boris Souvarine a jeté dans le public communiste, comme une sorte de tir de barrage, la brochure « Cours Nouveau », de notre camarade Léon Trotsky.

Pour arriver à ce résultat et lui assurer la portée artificielle qu'on escomptait, le camarade Boris Souvarine s'est arrangé pour que la brochure « Cours Nouveau », bien que commandée tardivement, sortit avant une brochure consacrée à la question russe, éditée par les soins du Comité directeur et contenant, bien entendu, les articles maîtres du camarade Trotsky, reproduits dans « Cours Nouveau ».

Un filet trépidant passé dans l'Humanité pour recommander la lecture de « Cours Nouveau », un grand nombre d'exemplaires envoyés gratuitement dans les fédérations, six démissions parmi la rédaction de l'Humanité, et le tour est joué : on tente de constituer une fraction dans le Parti, sous prétexte de défendre les idées et la personnalité mêmes du camarade Trotsky, qui ne sont en accusation ni devant le Parti russe, ni devant le Parti français, ni devant l'Internationale.

Un pareil stratagème serait seulement ridicule et constituerait une simple gaminerie s'il ne risquait d'induire nos fédérations en erreur et de jeter un certain trouble dans l'esprit de quelques camarades dont la bonne foi pourrait se trouver surprise.

Il suffira sans doute de le signaler pour en réduire à néant les effets possibles.

Il n'est pas un membre de la majorité du Comité directeur qui n'apprécie à leur valeur les écrits du camarade Trotsky et qui appréhende de soumettre ces documents à l'examen des communistes français.

La faute du camarade Souvarine consiste à présenter, par une « introduction de l'éditeur » — d'une partialité choquante et soigneusement datée du 15 avril 1924 — comme des faits actuels et restés sans solution, des articles de Trotsky dont le plus récent remonte à décembre 1923, et qui ont alimenté une discussion, close depuis quatre mois, au sein du Parti russe.

Quel que soit le respect du Comité directeur pour le camarade Trotsky, il était impossible, pour la direction responsable d'un parti, d'éditer une brochure de documentation sur la question russe, sans donner également les points de vue non seulement d'hommes comme Zinoviev, Boukharine et Rykov, mais du Comité central et de la 13^e Conférence du Parti russe. Tous nos camarades le comprendront.

**

Est-il besoin d'ajouter que notre camarade Trotsky ne doit être en rien tenu responsable des écarts de ses trop zélés défenseurs ? Il sera sans doute le premier surpris d'apprendre qu'on a tenté de couvrir de son nom des démissions inexcusables et des coups de barre qui ont risqué de com-

promettre la solidité du Parti français auquel il porte tant d'intérêt.

Toutes ces petites choses fragiles se briseront d'ailleurs sur le bon sens des ouvriers et des paysans délégués au Conseil national, comme elles se sont brisées sur le jugement réfléchi de l'écrasante majorité du Comité directeur.

**

Après avoir examiné les éléments de la question russe, le C. D. s'est rangé aux côtés du Comité central et de la conférence du Parti russe. On nous dit : « Mais le Comité central et la 13^e Conférence ont adopté, dans la proportion de 90 %, les propositions de l'opposition et notamment celles du camarade Trotsky. » Nous répondons : « Alors, de quoi se plaint-on et pourquoi dramatiser ? »

D'autre part, les camarades Rosmer et Monatte dénie au Parti français la capacité de porter, en connaissance de cause, un jugement quelconque sur les choses qui intéressent le Parti russe et dont dépendent, pourtant, la continuation ou la chute de la dictature prolétarienne.

Nous nous inscrivons résolument en faux contre une pareille opinion.

Sans doute, un communiste français ne peut pas prétendre analyser jusque dans les moindres nuances la situation économique et politique de la Russie avec autant de sûreté qu'un vieux communiste russe. Mais il ne s'agit pas de cela. La discussion a roulé essentiellement sur des questions d'un aspect aussi énorme, pourrait-on dire, que leur importance.

Les questions de la démocratie dans le Parti, du relâchement ou du renforcement du contrôle du Parti sur les organismes soviétiques d'Etat, du rapport de la concentration industrielle, théoriquement juste, à certaines conditions politiques capitales, de l'extension, de la stabilisation ou de la restriction des limites de la *Nep*, des moyens de rapprocher les prix de la production industrielle des prix de la production agricole, du rôle de la « vieille garde » dans le Parti bolchevik, se présentent en plein relief à l'appréciation des partis frères de l'Internationale.

Au surplus, nous avons en mains toutes les pièces maîtresses du débat — grands rapports au Parti et à l'Internationale, articles de la presse — sur lesquels le Parti russe lui-même a forgé sa conviction. En de pareilles conditions, un parti qui se réfugierait dans la neutralité, ferait du même coup l'aveu d'une incapacité inexcusable à comprendre les conditions premières du développement d'un régime révolutionnaire.

Ce qui s'est passé en Russie, depuis 1917, au point de vue économique pouvait se prévoir. A quelques nuances près, le même processus se serait développé autre part. Les seuls correctifs par comparaison avec la situation en Russie auraient été ou seront apportés demain, dans un autre pays, par la différence du rapport des forces sociales en présence : nombre des ouvriers, nombre des petits paysans, nombre des éléments composant la classe moyenne, degré de perfection de l'appareil social.

Mais des difficultés et des dangers de même nature se présenteront sous les pas de tous les gouvernements prolétariens révolutionnaires chargés de substituer le régime communiste au régime capitaliste.

La Russie Soviétique, instruite d'ailleurs par l'expérience de la Révolution française, a su contourner elle-même sans accident ce qui aurait pu

être, historiquement, son Thermidor. Il se développe en Russie, non pas encore dans le Parti, mais dans certaines classes sociales renaissantes, dans la bureaucratie administrative, de graves germes de putréfaction qui infecteraient vite une partie de la masse si le Parti bolchevik ne maintenait sévèrement en éveil la vigilance qu'il a jusqu'alors déployée.

**

La question se pose ainsi d'une façon claire. Les camarades du Parti français qui vont exprimer leur opinion dans leurs prochains Congrès fédéraux et au Conseil national du 19 mai, devront peser leurs responsabilités et songer qu'ils se prononceront pour ou contre le maintien ou la liquéfaction de la Révolution russe.

L'Etat prolétarien a coudoyé le danger depuis sept ans. Le danger restera encore très grand pendant plusieurs années.

Nous demandons au Parti français de ne pas faire le geste de Ponce-Pilate en face d'un problème aussi grave. Nous lui demandons de ne pas tomber dans l'habileté du camarade Souvarine, qui consiste à couvrir ses erreurs politiques et ses actes d'indiscipline de la pensée et de la personnalité du camarade Trotsky, qui n'ont rien à faire dans ces histoires inférieures.

En tous les cas, si des différends plus graves surgissaient un jour en Russie Soviétique, les camarades de la majorité du Comité directeur n'auraient rien à se reprocher. Soutenir le Comité central du Parti russe et le Parti russe lui-même dans l'œuvre formidable qu'ils ont à assurer, c'est défendre la forteresse et la condition même de la future révolution sociale française et de la future révolution mondiale.

Et pour aller jusqu'au bout de notre pensée, ajoutons ceci : si, par malheur, les rôles étaient intervertis au sein de notre Parti frère de Russie, si la majorité inclinait à relâcher la rigidité des principes bolcheviks et à ouvrir les portes aux poussées de plus en plus pressantes de l'opportunisme, c'est alors que nous aimerions voir le Parti français intervenir énergiquement auprès de l'Internationale pour obtenir d'urgence un redressement vigoureux, dont dépendrait le salut de la Révolution russe et de la révolution prolétarienne mondiale.

Louis SELLIER.

LISEZ LES LIVRES DE LENINE :

L'Etat et la Révolution ;
La maladie infantile du Communisme ;
La Révolution prolétarienne ;
L'Impérialisme ;
Le rôle de la Jeunesse Communiste.
Sur la route de l'insurrection.

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

Première Réponse à Treint

L'autre semaine, Treint écrivait ici: « Monatte ne cesse de parler de la nécessité d'une Gauche ouvrière dans le Parti. »

J'ai été bougrement surpris. Je me figurais n'avoir pas encore commencé à en parler. Mais l'occasion est véritablement trop belle pour que je ne me mette pas à en parler sérieusement.

D'autant que cela me chiffonne de voir tous ceux qui dénie la moindre utilité aux tendances dans le Parti, tous ceux qui se proclament à grands cris antifractionnistes constituer une tendance, organiser leur fraction. Pourquoi diable, ceux qui pensent qu'une Gauche ouvrière rendrait de gros services au Parti, n'en feraient-ils pas autant?

On nous a d'ailleurs classés en tendances. Mais la géographie de Treint est fantaisiste. Sa classification ne me convient pas. J'ai beau me regarder dans la glace, non seulement je ne me trouve pas la tête désespérée d'un pessimiste, mais je ne me vois pas un type de Droite. Sincèrement, je me vois mal à la droite de Cachin et de Sellier, de Renoult et de Rappoport, de Treint et de Sémard.

Si l'on veut absolument fractionner, le Parti, je demande la liberté de ne loger ni dans la Droite, ni dans le Centre, ni dans la Gauche et de m'installer dans un petit coin, qui s'agrandira j'espère, et qui a une enseigne toute désignée : la Gauche ouvrière.

Déjà, au moment du Congrès de Paris, à quelques-uns, nous ne nous étions pas sentis en conformité d'idées complète avec la Gauche proprement dite et nous avions publié une déclaration distincte. Elle était destinée particulièrement à briser la manœuvre de Frossard tendant à entraîner dans la résistance les militants de la C. G. T. U. et à les dresser contre Moscou. Nos efforts d'alors n'ont pas été complètement inutiles.

Néanmoins, la Gauche ouvrière était restée dans les limbes. Elle y est encore, d'ailleurs. Elle y resterait, probablement, si nous ne voyions devant nous d'autres fractions se former, se réveiller. La constitution d'une première fraction entraîne mécaniquement les autres à se former.

Treint a une mauvaise vue; il prend sa gauche pour sa droite. Cela ne m'affecte pas autrement! Je me souviens d'appréciations plus blessantes. Sans remonter au mois d'août 1914 — pourtant ce sera bientôt une tare d'avoir été internationaliste à ce moment-là — j'ai eu le tort, un certain nombre de fois, d'avoir raison six ou douze mois trop tôt, dans la scission syndicale, sur le front unique, à propos des conseils d'usines, etc.

Je n'apporte rien au Parti que critique absolument stérile, affirme Treint.

Voyons ça.

J'avoue qu'en entrant au Parti, je me suis promis de demeurer le plus longtemps possible dans le rang et de travailler à ce que je connaissais le mieux, c'est-à-dire à l'action syndicale. Je m'y suis cantonné. Quand je dis aujourd'hui que les commissions syndicales existent seulement sur le papier, je parle de ce que je sais.

Il est une chose cependant que je ne savais pas et que je viens seulement d'apprendre par l'article

de Treint. C'est pourquoi les commissions syndicales ne fonctionnaient pas, pourquoi par exemple une décision prise en décembre par la Fédération de la Seine de réunir chaque mois les secrétaires de commissions syndicales et de cellules d'usines était restée lettre morte pendant quatre mois?

Il est clair, maintenant qu'on s'est refusé, de propos délibéré, à faire fonctionner régulièrement les commissions syndicales.

On s'y est refusé parce qu'on a eu peur d'elles. On a craint qu'elles fassent entendre une voix et accomplissent un travail qui ne soit ni la voix de la Gauche, ni le travail qu'elle attendait. Plutôt les vouer au silence, à l'inaction, à la vie sur le papier, c'est-à-dire à la mort, que de permettre aux syndiqués communistes d'exprimer une opinion propre, tirée de leur expérience journalière et plus fidèle à l'esprit profond du communisme et de l'Internationale que celle des rabacheurs de catéchisme.

Cette crainte, on l'explique en invoquant de faux prétextes, en montrant le péril de laisser entrer le loup dans la bergerie, l'anarcho-syndicalisme dans le Parti.

J'aurais parlé de constituer un réseau de commissions syndicales indépendant de la direction du Parti. J'ai demandé à Treint où et quand j'avais parlé de cela. Rappelle-toi telle réunion de militants quelque temps avant Bourges, m'a répondu Treint. J'ai fait effort pour me rappeler et je ne me suis souvenu de rien de pareil. Je me suis tourné du côté de Sémard. Lui avait l'air de se souvenir. J'ai demandé depuis, au délégué de l'I. S. R. Il ne se souvenait de rien de pareil. J'ai tâché de retrouver le procès-verbal de cette réunion; il a été introuvable. Je me promets, désormais, de ne pas m'aventurer dans une discussion avec Treint sans faire suivre un huissier et une sténo, au moins un gramophone.

Mais si la conception des commissions syndicales qu'on me prête aujourd'hui, on me l'attribuait déjà en septembre ou octobre dernier, je me demande comment on a pu insister alors pour que je rédige la résolution de la question syndicale au Conseil National d'octobre, pour que je prenne le secrétariat de la commission syndicale centrale, pour que je sois le rapporteur, toujours, de la question syndicale devant le Congrès Fédéral de la Seine et devant le Congrès National de Lyon? Je ne voulais accepter aucune de ces tâches ou fonctions; on me força la main.

Vraiment, si l'on estimait que je suis à l'intérieur du Parti un reflet de l'anarcho-syndicalisme, je ne m'explique pas tant d'insistance. En tout cas, je dis que ceux qui m'accusent ont été les complices de mes crimes.

En réalité, il n'a jamais été question de constituer un réseau de commissions syndicales indépendant de la direction du Parti. Il a été uniquement question de faire vivre ces commissions d'une vie réelle. Cela m'aurait suffi, car je sais bien que la présence et l'action des ouvriers auraient terrifié le Parti, l'auraient non seulement prolétarisé mais auraient fait dans son sein un contre-poids nécessaire à l'esprit parlementaire et à l'esprit blanquiste ou putchiste.

Avoir demandé cela, continuer à le demander, ce

n'est pas faire œuvre stérile mais au contraire œuvre extrêmement féconde. Il n'y aura pas de Parti communiste fort dans le pays sans un puissant mouvement syndical de masses. Le Parti ne sera un véritable Parti communiste, c'est-à-dire ouvrier et révolutionnaire, que le jour où les ouvriers s'y sentiront attirés et où ils s'y sentiront aussi chez eux.

Il ne suffit pas de parler toujours de syndicalisme de masse, il faut comprendre ce que cela signifie et que la pire erreur — je ne sais si elle sera de droite ou de gauche, mais je sais qu'elle serait l'erreur la plus dangereuse — serait de tomber dans le syndicalisme de secte communiste.

Loin de demander au Parti de renoncer au travail syndical, on le voit, je lui demande de faire effectivement du travail, d'en faire davantage et non pas d'avoir simplement l'air d'en faire.

Il faut aussi s'efforcer d'en faire de l'excellent. Nous ne devons pas nous méprendre. Les cadres de militants des syndicats, les syndiqués nous ont ouvert un crédit qui n'est pas infini. Bourges a été plutôt la défaite des anarcho-syndicalistes que notre victoire. Les anarcho-syndicalistes se sont montrés comme les saboteurs de l'organisation syndi-

cale, comme les entrepreneurs de scissions perpétuelles et d'insupportables dictateurs. Nous sommes apparus comme la tendance syndicale qui avait le souci de l'organisation, de l'unité, de la liberté des tendances au sein du mouvement syndical. On a fait confiance à la tendance communiste; mais on l'attend à l'œuvre.

On ne nous demande pas des miracles; on nous demande du travail sérieux. La première preuve que nous puissions donner c'est que nos commissions syndicales fonctionnent utilement, c'est que partout où les communistes conquièrent les postes dans un syndicat celui-ci marche mieux qu'auparavant.

Il n'est rien de plus stérile que l'optimisme officiel; ce n'est pas lui qui fécondera quoi que ce soit. Il n'est rien de plus stupide, en outre, que de passer son temps à se situer interminablement, à savoir si l'on est de la Droite ou de la Gauche. En quittant les C. S. R., je me réjouissais d'avoir ouï Besnard et ses continuelles: « Il faut se situer, camarades... » En entrant dans le Parti j'ai retrouvé Besnard sous les traits d'Albert Treint. Avouez que je n'ai pas de chance.

Pierre MONATTE.

Les Divergences de vues dans le P.C.R.

(Suite et fin)

La « dégénérescence » de la vieille garde

En pleine discussion, Trotsky nous a surpris par un article où il disait à peu près :

« On ne cesse de nous embêter avec les maudits élèves de Lénine. Bernstein, Kautsky et Guesde n'ont-ils pas été les élèves de Marx et d'Engels, ce qui ne les a pas empêchés de dégénérer ? Qui peut nous garantir que les élèves de Lénine sont immunisés contre la dégénérescence ? »

Trotsky a revêtu ce *Mane Thedel Phares* de la forme élégante de sa parole à laquelle il nous a habitués et qui est excellente lorsqu'elle se tourne contre la bourgeoisie, mais qui est mauvaise lorsqu'elle se dresse contre la vieille garde bolcheviste. Trotsky n'a fait que des allusions, espérant qu'on n'en pénétrerait pas le sens, ce en quoi il n'a fait que prouver qu'il ne connaît quand même pas assez bien notre parti. A peine une semaine s'était-elle passée depuis la parution de son article, qu'une véritable indignation se manifestait dans le parti contre ces procédés. Radek le confirme, comme vous voyez. L'indignation était sincère, et précisément parmi nos meilleurs militants qui déclaraient ouvertement : « Camarade Trotsky, nous vous aimons tous, nous vous estimons grandement, mais nous vous en prions, épargnez-nous de telles allusions. Nous connaissons suffisamment la vieille garde bolcheviste qui a créé notre parti, nous savons aussi, camarade Trotsky, que vous avez longtemps été menchevik — Trotsky est venu du menchevisme à nous, ce n'est pas nous qui sommes allés à lui — ; ne faites donc pas, s'il vous plaît, de semblables allusions. Si vous croyez cependant sérieusement que nos vieux guides pourraient s'engager dans la voie de Kautsky et de Bernstein, dites-le tranquillement ! »

Ainsi que je vous l'ai dit, ce fut une véritable tempête. Trotsky se vit forcé de publier deux autres articles pour préciser son opinion. Eh bien, ses précisions loin de clarifier la situation, n'ont fait que l'aggraver.

Il n'y a aucun indice montrant que notre vieille garde est dans la voie de la dégénérescence. Certes il n'y

existe pas de garanties absolues contre la dégénérescence. Nous n'avons jamais cessé d'insister sur un danger : si la révolution sociale internationale se ralentit, notre dictature risque de présenter de plus en plus l'aspect d'un Etat petit-bourgeois. Nous tenons à répéter que ce danger existe. Marxistes, nous le voyons ; nous nous efforçons de le combattre par tous les moyens. Mais le résultat final ne dépend pas en dernier lieu de nos moyens de prophylaxie, mais bien de la marche des événements dans le monde, du développement de la révolution mondiale. Trotsky pourtant n'a pas parlé de ce péril en général : il s'est laissé entraîner, dans la chaleur de la discussion, à une attaque voilée contre le Bureau Politique du Comité Central. Aussi a-t-il évité de désigner plus précisément les élèves de Lénine contre lesquels ses lâches étaient dirigées. Il s'est abstenu de nommer Kameniev, Staline, Zinoviev et Boukharine qu'il avait en vue en parlant des Bernstein, Kautsky, Guesde, etc. dégénérés. Je pense que nous valons tout de même un peu mieux que Bernstein et Kautsky, et je pense aussi que cette comparaison devrait justement pousser Trotsky à quelque repentir.

Questions économiques

C'est un chapitre d'une importance toute particulière.

Y a-t-il dans notre parti des divergences d'opinion essentielles sur les questions économiques ? Non, il n'y en a pas. On constate cependant des tendances. Chez certains éléments de l'« opposition » — pas, pour autant que je sais, chez les camarades Trotsky et Radek — il y a là, à ce qu'il paraît, l'intention de proposer la révision de la nouvelle politique économique. On ne l'a pas encore ouvertement proclamée, mais on a au cours de la lutte contre la vieille garde, essayé à différentes reprises d'utiliser contre nous, la haine et le mépris que l'ouvrier manifeste contre le « nepman ».

Vous comprendrez, camarades, que la haine de la bourgeoisie n'est pas un privilège de l'ouvrier alle-

mand, par exemple, chez lequel elle ne se manifesta qu'avec une vigueur particulière parce que la lutte de classe revêt en Allemagne les formes les plus brutales. Chez nous, il n'en est pas ainsi. Notre ouvrier hait le bourgeois lui aussi, mais se trouve dans une situation bizarre qui l'oblige à ne pas l'assommer aujourd'hui, et à le tolérer, au contraire. Il voit les magasins élégants, il pourrait les fermer quand il veut, et il doit les tolérer consciemment. Ce fait engendre chez nos ouvriers une psychologie assez spéciale. L'ouvrier russe comprend que la bourgeoisie actuelle est, en Russie, un mal nécessaire. Mais la haine passionnée du prolétaire contre les bourgeois persiste en lui. C'est le sentiment que notre « opposition » utilise à défaut de meilleures armes. Toutefois aucune proposition positive tendant à la révision de la nouvelle politique économique n'a encore été faite.

Dans les questions économiques, nous — c'est-à-dire Lénine et nous autres — nous avons souvent eu avec le camarade Trotsky les plus grands désaccords. Lénine n'a jamais cessé de dire à Trotsky : « Vous devez comprendre que les choses économiques sont tout à fait différentes des choses militaires. Si dans la guerre civile, nous infligeons à Wrangel une défaite décisive, ce succès nous assure sur le champ une situation nouvelle. Dans l'économie par contre, il n'y a pas de succès analogues ; il faut de la patience, il faut comprendre que le temps est un facteur essentiel, comprendre que nous avons besoin d'années pour que des succès économiques deviennent effectivement visibles. »

Trotsky était toujours du nombre des camarades impatientes auxquels rien ne convenait. Tout lui semblait tourner mal. Trotsky manque complètement du coup d'œil de l'économiste prolétarien. Il ne sent pas la réelle situation économique en Russie, et il ne l'a jamais sentie. C'est là une donnée psychologique qu'il sied de ne pas oublier.

Je vous énumérerai ici brièvement les organes économiques décisifs de l'Etat soviétique. D'abord le Conseil des Commissaires du Peuple auxquels appartiennent bon nombre de membres du Comité Central du parti, quelques-uns de nos meilleurs fonctionnaires d'Etat. Ainsi par exemple, les transports sont dirigés par un de nos camarades les plus éminents, membre du comité central, Dzerjenski. La direction des finances se trouve aux mains d'un vieux bolchevik éprouvé, membre du Comité Central, Sokolnikov. La direction supérieure de l'économie est aux mains d'un vieux bolchevik expérimenté, membre du Comité Central, Rykov. Ajoutez-y le Conseil du Travail et de la Défense auquel appartiennent également des membres du Comité Central. Les institutions énumérées jusqu'ici constituent le corps chargé de la direction véritable de l'économie nationale. Il y a en outre la Commission du « plan de l'Etat » qui se compose de trois cents professeurs et spécialistes, autrefois actifs dans le domaine de l'économie, dont les expériences et les lumières nous rendent de bons services, mais qui constituent des éléments ordinairement bourgeois. A la tête de cette institution se trouve le camarade Krijanovski, vieux et brave communiste, et depuis peu aussi Ziourkoua, autre vieux communiste. Ce « plan d'Etat » a donc une direction communiste. Mais il constitue une corporation composée de professeurs et d'intellectuels bourgeois. Ces gens sont chargés d'élaborer scientifiquement un plan d'ensemble, de recueillir et d'étudier le matériel nécessaire à la solution des questions générales de l'économie.

Or, Trotsky défend avec acharnement l'idée que précisément ce « plan d'Etat » doit devenir la plus importante institution économique de Russie, et cela aux dépens du droit de souveraineté économique du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense. Trotsky est depuis des années membre du Conseil du Travail et de la Défense, mais n'assiste jamais aux séances ni de l'un ni de l'autre. Il a boycotté pendant des années ces deux institutions. Lorsque Lénine tomba malade, Lénine proposa lui-même, avec le Comité Central, de nommer Trotsky un de ses suppléants à la présidence du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du

Travail et de la Défense. Trotsky a boycotté les plus importantes institutions de l'Etat ; et il ne cesse de dire qu'on ne tient pas suffisamment compte du « plan d'Etat » qui, à son avis, organiserait les choses beaucoup mieux. L'erreur est grave de sa part ; elle provient d'une conception trop schématisée, qui à ce qu'il me paraît n'est pas tout à fait exempte d'une nuance mencheviste.

En effet, comment les menchevistes se figurent-ils la transition à l'économie sociale ? A peu près de la façon suivante : Un beau jour la classe ouvrière constate qu'elle a la majorité dans un pays, majorité de véritables prolétaires en blouses de travail. Cette majorité prend le pouvoir et élabore immédiatement un plan économique approfondi, de première classe, après quoi tout se développera harmonieusement suivant ce plan. Le programme d'Erfurt fut cette recette à tout oïler. On pourrait l'appeler aussi une recette à la Bellamy, car l'utopiste Bellamy se représente à peu près ainsi les choses. C'est ainsi qu'on se figure la révolution socialiste ! Cette conception utopique est à la base de l'idée que les opportunistes se font de l'introduction du socialisme. Lénine a toujours cherché à nous expliquer, à nous et au camarade Trotsky, comment le vrai socialisme naît en réalité, pas par la réalisation d'un plan merveilleusement intelligent, mais sur les bases de la situation objective et de la proportion réelle des forces.

Et en effet, la transition au socialisme ne commença pas chez nous par la réalisation d'un plan, mais par la lutte contre — contre quoi pensez-vous ? — contre les sautes brusques. Lénine la disait déjà vers la fin de 1919 au VII^e Congrès soviétique panrusse : « Ou bien le socialisme triomphera des crises, ou bien les crises triompheront du socialisme » (1).

Le socialisme commença à se réaliser dans un pays agricole pauvre, désolé par la guerre, sans que les exécuteurs de la volonté des masses révolutionnaires eussent eu un plan fixé. Quel plan pouvions-nous avoir, puisque il y a dix-huit mois nous devions exporter presque toutes nos dernières réserves d'or pour obtenir du blé de l'étranger pour Pétersbourg et pour Moscou, pour empêcher nos ouvriers de mourir de faim ? Quel plan pouvions-nous avoir à l'époque où nos chemins de fer n'avaient de combustible que pour douze heures pour la ligne Pétrograd-Moscou ? Et quel combustible ! Du bois frais pris directement à la forêt ! Le bassin du Donetz, centre de nos mines houillères, était aux mains des blancs, la production de naphte était complètement morte, le rouble n'était rien. Si quelqu'un recevait cent millions de roubles, ils ne représentaient plus que 80 millions le lendemain et le surlendemain leur valeur était tombée encore davantage. Quel plan peut-on avoir lorsqu'on ne dispose ni de pain, ni de moyens de transport, ni d'argent, ni de charbon, ni le naphte ?

Voilà pourquoi le camarade Lénine ne cessait d'insister sur cette rude réalité, montrant la voie réelle que suit le socialisme vivant. Le socialisme ne suit ni Bellamy, ni le programme d'Erfurt. Il vient avec la création d'installations hygiéniques, avec l'amélioration de la nourriture des soldats, avec la lutte contre le pauperisme, contre la dépréciation de la monnaie soviétique, contre la disette de combustibles, etc.

Il me semble, camarades, que le désir obstiné d'un beau plan n'est en réalité qu'une grosse concession faite à la vénérable conception selon laquelle un bon plan serait une panacée, le comble de la sagesse. Le point de vue de Trotsky en a imposé à beaucoup de nos étudiants. « Le Comité Central n'a pas de plan, mais on doit avoir un plan ! »

Camarades, le rétablissement de l'économie dans un pays comme la Russie constitue en effet le problème le plus difficile de notre révolution. Ainsi que je vous l'ai déjà dit, nous manquons dans les deux institutions de tête les plus importantes de notre Etat de la collaboration de Trotsky. Nous voulons faire diriger les transports par Dzerjenski, l'économie par Rykov, les

(1) N. Lénine. Œuvres complètes, tome XVI, Moscou 1922 (russe).

finances par Sokolnikov. Trotsky au contraire veut tout exécuter à l'aide du « plan d'Etat ». Le « plan d'Etat » est une corporation importante, et il a été créé par Lénine même. Mais le plan d'Etat n'est pas une panacée.

D'ailleurs, quelle est aujourd'hui notre situation économique ?

Au mois d'octobre, le camarade Trotsky et après lui 46 camarades de sa fraction adressaient une lettre au Comité Central, dans laquelle ils disaient que nous nous trouvions en pleine crise financière, économique, de politique intérieure et du parti. En un mot le pays était au bord de l'abîme. C'est ainsi que les choses se reflétaient dans la tête desdits camarades ! Comment se l'expliquer ? Parce que le camarade Trotsky n'a pas l'intuition de la situation véritable de notre pays. Il ne connaît suffisamment ni notre paysan ni notre ouvrier. Il connaît trop peu la Russie ; il n'a pas le sentiment de ses réalités.

La situation économique réelle de la Russie est aujourd'hui meilleure que nous ne pouvions l'espérer. Il n'y a plus de question du pain. Nous avons exporté en 1922 45 millions de pouds de blé ; en 1923 nous avons exporté 250 millions de pouds, et en 1924 nous espérons réaliser un programme encore plus ample. Nous commençons à devenir des facteurs importants sur le marché international du blé. En outre, nous avons en 1922 extrait 218 millions de pouds de naphte et en 1923, 300 millions de pouds. Tous les besoins les plus urgents du pays peuvent être considérés aujourd'hui comme satisfaits, de sorte que nous pourrions utiliser une partie de notre production pour l'exportation. En ce qui concerne la houille du Donetz, nous avons dépassé pour la première fois de 10 0/0 la norme de production fixée. En ce qui concerne les transports, nous n'avons eu en 1923 qu'un déficit de 40 à 50 millions, tandis qu'en 1922 le déficit était de 150 millions, de sorte que nous sommes en train de débarrasser le transport de tout déficit. Dzerjinsky a fait de véritables miracles dans ce domaine. Nous sommes à présent occupés à relever notre métallurgie. Ce sera possible puisque nous nous serons tirés d'affaires avec le naphte et la houille. Une chose dépend de l'autre. La production métallurgique a quadruplé en 1923 par rapport à 1922. Naturellement ce n'est qu'un petit progrès, un commencement timide. La métallurgie était tombée particulièrement bas. Vous voyez, camarades, que dans ce domaine aussi, nous pouvons enregistrer un succès. Et surtout, nous avons aujourd'hui une chose nouvelle : de l'argent. Quelques mois après être tombé malade, Lénine nous demandait en souriant : « Dites-moi donc, camarades, comment se fait-il que nous soyons encore vivants avec notre pauvre Russie Soviétiste ? » Lénine disait souvent : « Je ne crains pas que notre pouvoir soit renversé par une insurrection. Ce que je crains, c'est que notre méchant rouble ne nous égorge une bonne fois. Nous avons beau être au Kremlin, personne ne veut accepter notre rouble ! » Lénine nous le disait il y a à peine un an. Aujourd'hui par contre, nous avons le *tchervonietz* que vous connaissez tous. Nous avons aujourd'hui 300 millions de roubles or en circulation, dont 270.000.000 en *tchervonietz*. La bourgeoisie internationale nous envie déjà. Le *tchervonietz* constitue une véritable monnaie. Vous savez que les finances reflètent la situation de l'ensemble de l'économie. Si cet ensemble ne s'était pas amélioré, nous n'aurions pas de *tchervonietz*. Nous préparons à présent une grande réforme financière. Le Comité Central a déjà élaboré un projet dont l'acceptation sera demandée au congrès de l'Union Soviétiste qui se réunira ces jours-ci. Il s'agit de l'introduction d'une monnaie d'or et d'argent, garantie par une réserve d'or considérable constituée depuis quelque temps. Au IV^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste, Lénine souligna que le commerce nous avait rapporté 20 millions de roubles or et il ajouta : « C'est un commencement ». Je ne vous livrerai pas un grand secret en vous disant que depuis, nous avons gagné 20 fois 20 millions, sinon davantage. Nous avons aujourd'hui une réelle monnaie-or et nous ne craignons plus que le rouble puisse nous égorger. C'est un fait, camarades. C'est pour-

quoi je dis : Même si tous les autres symptômes démontrant que notre économie se relève, comme l'augmentation de l'extraction de houille et de naphte, etc. manquaient, le symptôme financier que je viens de mentionner suffirait à prouver une amélioration très nette de notre situation. Car il est clair que si les finances s'écroulaient, aucune vieille garde bolcheviste ne pourrait plus se maintenir, quelque héroïsme qu'elle déploierait, d'autant moins que justement cette vieille garde ne possède pas d'expérience imposante en matières financières. Il est vrai que nous avons conclu des emprunts internationaux dès avant la guerre, mais ces emprunts n'atteignirent que la somme de... 25 francs, par exemple lorsque nous créâmes la gauche de Zimmerward. Nous ne pourrions pas vous citer de plus grandes « opérations financières » dans notre passé. Pourtant nous avons réussi à trouver parmi les membres de notre Comité Central un camarade, un vieux révolutionnaire, qui connaît à fond la question financière et qui jusqu'ici a très bien accompli son travail dans ce domaine.

En ce qui concerne le commerce international nous avons depuis près de six mois une balance active, et Krassine nous assure que dans cette direction, les chances sont très favorables.

L'agriculture elle aussi s'est relevée. La production atteint 70 à 80 0/0 de l'avant-guerre. Quelques camarades, même ceux de « l'opposition », comme le camarade Sosnovsky, qui comprend quelque chose à ces affaires, prétendent même que nous avons atteint dans l'agriculture 100 0/0 de la production d'avant-guerre. Dans l'économie d'Etat, nous en sommes arrivés à 40 0/0, tandis qu'il y a un an, nous n'en étions qu'à 22 0/0.

Vous voyez donc, camarades, que nous allons de l'avant. Certainement notre marche est lente, certainement elle devrait être plus rapide, mais toujours est-il que nous allons de l'avant.

En ce qui concerne la situation de la classe ouvrière, nous n'en sommes nullement satisfaits. Nous ne saurions point la qualifier de bonne. Il nous serait naturellement très agréable de pouvoir simplement déclarer que tout ouvrier doit toucher mensuellement 100 roubles or. Hélas ! Nous pouvons cependant constater que la situation de la classe ouvrière dans tous les centres principaux du pays est aujourd'hui telle que l'ouvrier peut vivre. Tout le monde le confirmera. Dans les centres les plus importants, les salaires ont presque atteint le niveau d'avant-guerre. Ajoutez-y que l'ouvrier moyen bénéficie encore aujourd'hui d'un régime de faveur, dont il faut tenir compte. La productivité du travail s'est élevée. Pendant les années de guerre civile l'ouvrier se trouvait dans la pire situation. Pour vivre il dut fréquemment voler ou produire des objets qui n'avaient rien à voir avec sa profession, afin de les vendre. Aujourd'hui nous avons devant nous une classe ouvrière tout à fait changée, avec une autre psychologie. Cela se voit avec une netteté particulière à Pétersbourg. En 1922 nous avions à Pétersbourg 33.000 métallurgistes ; en 1923 il y en a 61.000, donc presque le double. Tandis qu'il y a deux ans, l'ouvrier volait du matériel et fabriquait des bricoles pour les vendre à la spéculation, parce qu'il ne voyait pas d'autre issue, il travaille aujourd'hui méthodiquement à la fabrication de tracteurs, etc. Il est devenu un autre homme. Il comprend aujourd'hui les besoins du pays et s'est retourné vers sa véritable profession. C'est ainsi que s'explique le puissant appui que la classe ouvrière donne à notre Parti. L'appui de larges masses de la classe ouvrière, comme nous l'avons aujourd'hui, n'est comparable qu'à celui que nous avions en 1917.

A présent, camarades, figurez-vous que le camarade Trotsky vient au C.C. lui annoncer que le pays est aux bords de l'abîme. Pourquoi ? Parce que le « plan d'Etat » aurait trop peu d'influence chez nous !

Ainsi ne peut parler qu'un camarade manquant de compréhension de la Russie véritable. Trotsky n'est pas Radek. Si Radek n'entend rien à ces choses, nous le comprenons. Radek travaille dans un autre domaine où il est bien ferré.

Divergences de vue particulières avec le camarade Trotsky

Je passe à présent à la discussion de quelques divergences de vues que nous avons en particulier avec le camarade Trotsky.

Nos différends avec Trotsky ont suscité parmi nous une forte inquiétude et ne manquent, tout naturellement, d'inquiéter aussi nos camarades de l'Internationale.

L'« opposition » ayant reconnu qu'elle était battue, se replia sur un dernier argument. Elle s'adressa aux ouvriers à peu près de la façon suivante : « Eh bien, vous pouvez avoir raison. Mais nous demandons quand même une chose : qu'on ait des égards envers Trotsky. » Par exemple, Radek a prononcé hier dans un quartier de Moscou un discours dans lequel il a dit que le Comité Central a raison dans une mesure de 80 0/0 et que l'unité est nécessaire ; cependant, le Parti manque encore d'égards envers Trotsky.

Voilà la plate-forme de « l'opposition » dans la phase actuelle et dernière de la discussion. La belle plate-forme de principes !

Mais ne nous attardons pas aux aspects comiques de la question, parce qu'elle en a aussi d'autres. Trotsky n'est pas n'importe qui. Trotsky est un de nos camarades les plus doués. Vous connaissez tous l'influence dont il dispose. Point n'est besoin de perdre du temps à en parler. Je dois vous exposer comment se sont développés nos rapports avec Trotsky.

D'abord : Trotsky était déjà en 1903, non seulement un menchevik prononcé mais un de ceux qui combattaient les bolcheviks avec le plus d'acharnement ; dès alors Trotsky avançait déjà, au fond, contre les bolcheviks les mêmes arguments que ceux qu'il présente aujourd'hui. Trotsky écrivit alors une brochure démontrant que Lénine croyait être un révolutionnaire prolétarien, se qualifiait de marxiste, mais n'était en réalité, l'histoire le démontrait, que le chef de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie. Selon Trotsky, les bolcheviks étaient appelés à devenir peu à peu les chefs d'un parti paysan. Il me semble, camarades, que nous sommes en présence, dans les arguments de Trotsky sur la dégénérescence de la vieille garde, d'une reconnaissance de ces anciennes conceptions. Nous serions en réalité des petits-bourgeois, tout en nous croyant des révolutionnaires prolétariens. Que pourrait vouloir dire autrement dégénérescence ? La dégénérescence doit donc avoir une base sociale de classe ! Nous dévions vers la petite-bourgeoisie. A partir de 1905, Trotsky n'appartint à aucune fraction et collabora même pendant quelque temps à notre presse. Plus tard, dans la période de la contre-révolution il adhéra de nouveau aux mencheviks et soutint durant dix années nos pires adversaires. En 1914, au début de la guerre mondiale, Trotsky était internationaliste mais ne cessait pas de nous combattre, à cause de notre internationalisme révolutionnaire, et de soutenir les mencheviks. Il appuyait non pas la fraction bolchevique de la Douma, mais la fraction du menchevik Tcheidzé. A ce propos, je me rappelle qu'il eut une pareille attitude à l'époque du Congrès international de Copenhague en 1910. Le jour de l'ouverture du Congrès, le *Vorwaerts*, de Berlin, publia un article anonyme disant que Lénine et les trois groupes de ses adhérents n'étaient qu'une bande de criminels, auteurs d'expropriations, etc. Cet article avait été écrit par Trotsky. Les choses en étaient là avant 1917. En 1917, vers le mois de juillet, Trotsky adhéra à notre Parti. Lénine s'opposa au début à son admission. Lorsqu'il s'agit d'admettre Trotsky à la rédaction de la *Pravda*, le vote donna le résultat suivant : Kameniev et moi étions pour, Lénine contre. La question de son entrée à la rédaction étant ainsi décidée, Lénine nous dit en souriant : « Vous n'avez trahi. Eh bien, il faudra ajouter à la rédaction deux collaborateurs de plus pour que j'aie en tous cas une majorité contre vous et Trotsky ». Telle était la méfiance de Lénine envers Trotsky.

Vous savez tous, camarades, combien l'activité de Trotsky fut brillante depuis sept ans, surtout dans les journées de révolution d'octobre. Vint ensuite la paix de Brest-Litovsk, et un nouveau revirement s'accomplit. Trotsky s'acharna sur la formule : « Ni guerre ni paix ». Trotsky devint tout à coup communiste de « gauche » avec Boukharine, Radek, d'autres. Quelle était la

faute de Trotsky à cette époque ? Il ignorait le paysan. Il voulait à tout prix faire une guerre révolutionnaire à une époque où toute la paysannerie ne voulait rien savoir d'aucune guerre. L'ancienne armée, qui était une armée paysanne, se trouvait en pleine décomposition ; on ne pouvait aucunement l'obliger de combattre. Trotsky avait en poche un joli plan de guerre révolutionnaire. Sa seule erreur était de n'avoir pas d'hommes pour l'armée révolutionnaire.

En 1921 ce fut la question syndicale. Dans quelle situation se trouvait alors le pouvoir soviétique ? La révolte à Cronstadt, des séditions paysannes en Sibirie et dans le gouvernement de Tambov. Que signalaient ces événements ? La protestation de la paysannerie contre l'ébranlement des forces productrices rurales par notre communiste de guerre. Quelle était la recette de Trotsky contre ces maux ? Serrer plus fort, mieux, étrangler ! Il ignorait le véritable moteur des intérêts paysans, et aussi les revendications des masses ouvrières qui, en Russie, sont encore étroitement liées aux paysans. Nous eûmes alors à soutenir une lutte très vive sur la question du rôle de la classe ouvrière et de ses relations avec la classe paysanne.

A présent, nous nous trouvons pour la troisième fois engagés dans une discussion sur le même sujet, car insistant catégoriquement sur la nécessité de son plan, Trotsky ignore de nouveau les besoins de notre agriculture. La base de notre économie est constituée par la campagne, par les paysans. Cette base, ce sont nos centaines de millions de pouds de pain.

Une autre question au sujet de laquelle nous nous séparons de Trotsky, c'est celle de la concentration de la production d'Etat.

Théoriquement, la revendication d'accroître la concentration de l'industrie nationalisée est naturellement juste. Mais concrètement et politiquement, les choses se présentent autrement. Nous possédons par exemple une série de grandes entreprises de première classe, telles que les usines Poutilov à Pétrograd ou les usines de Briansk qui, au point de vue financier, ne rendent pas. Que faut-il en faire ? Trotsky répond brièvement : les fermer ! Nous, majorité du Bureau Politique, nous déclarons : nullement ! Il y a des cas d'exception où il faut donner des subsides, même si les intérêts immédiats du budget d'Etat en souffrent. Il faut maintenir certaines entreprises qui ne rendent pas, les maintenir fût-ce artificiellement. Pourquoi ? Parce qu'il y a aux usines Poutilov 8.000 ouvriers, qui constituent un contingent d'élite de la révolution prolétarienne. Ces usines sont des centres de cristallisation de la révolution et ces centres sont pour nous de la plus haute importance. Trotsky, cependant, nous fait une opposition nerveuse, demande catégoriquement la fermeture des usines et ne cesse de nous assaillir avec la question : où est votre plan ? qu'est-ce que c'est que votre économie ?

Je pense, camarades, que le tableau que j'ai tracé jusqu'ici de notre différend avec Trotsky vous a montré que nos désaccords ne sont pas d'une nature personnelle. Toutes les affirmations contraires ne sont que sottises bavardages ! Trotsky a passé par de toutes autres écoles que nous, qui avons personnellement collaboré pendant des années avec Lénine. Nous estimons infiniment toutes les brillantes qualités de Trotsky ; je n'ai pas besoin de vous les énumérer, mais il n'est pas passé par une école bolcheviste. Il ne tient jamais compte des paysans. C'est pourquoi il ne comprend pas non plus le rôle spécifique de la classe ouvrière russe qui, dans notre pays, est encore étroitement liée aux petits paysans. Là se trouvent les racines de tous nos désaccords.

Eh bien, camarades, nous sommes tous d'avis que la collaboration de Trotsky nous est absolument nécessaire. On entend parfois dire, comme cela m'est arrivé hier dans une réunion : « Le Comité Central a aussi une fraction, à savoir celle de la majorité. » Pur non sens. La proportion de la majorité et de l'opposition au Comité Central est de 53 à 3, au Bureau Politique de 9 à 1. Le dernier Congrès du Parti nous a élus, presque tous, unanimement. L'« opposition » déclare d'ailleurs : même si nous avons la majorité au prochain Congrès, nous vous réélirons tous

unanimentement. On nous reproche d'avoir entre nous un contact particulièrement étroit, de venir au Bureau Politique avec des propositions toutes faites, après nous être entendus à l'avance. C'est un des arguments principaux. Radek raconte dans les réunions, à peu près ce qui suit : « Savez-vous, camarades, ce que notre Bureau Politique représente en réalité ? Voici : Zinoviev s'entend avec Kameniev et Staline. Ce trio s'impose alors à Boukharine, de sorte qu'arrivant en séance, ils ont déjà quatre voix. Ils n'ont plus à gagner que deux voix et disposent de la majorité. N'est-ce pas une fraction ? »

Camarades, vous vous intéressez certainement aussi au côté intime de notre différend et je dois vous renseigner.

Oui, il est vrai que les membres du Bureau Politique s'entendent. Mais qu'est-ce que le Bureau Politique, en réalité ? L'organisme en premier lieu responsable de notre Etat, du gouvernement. Ce Bureau Politique gouverne le pays, quel vaste pays ! Ajoutez-y que nous avons aussi quelque influence dans l'Internationale et que nous gouvernons aussi un peu celle-ci. Avec de telles tâches, pourrions-nous traiter toutes les questions formellement, selon le rite : à midi, réunion du Bureau Politique, ouverture de la séance, lecture de l'ordre du jour, discussion et vote ? C'est, naturellement, impossible. Nous formons, il est vrai, un état-major, mais un état-major révolutionnaire, dont les membres sont en contact constant les uns avec les autres et maintiennent des relations amicales entre eux. On entend dire fréquemment dans les réunions que les membres du Bureau Politique se réunissent chez Zinoviev pour s'entendre. Comment les choses se passaient-elles du temps où Lénine travaillait ? On se réunissait chez Lénine, dans son cabinet de travail ou à table ; on discutait là de tout, en cherchant à cristalliser une conception unique dans les questions litigieuses. Parfois, ce n'était pas si simple. Dans l'affaire de la concession Urquart, Lénine a trois fois changé d'opinion. Il me téléphona une fois : « Voyez combien je suis affaibli ! Je me suis de nouveau ravisé. Que dites-vous de ce manque de caractère ? »

Pourquoi n'avons-nous pas réussi à établir de semblables relations avec le camarade Trotsky ? C'est en partie pour des raisons de qualité et de caractère qui caractérisent Trotsky. Trotsky est un individualiste prononcé. Mais il n'est pas susceptible de former une fraction ferme. Pendant la guerre des Balkans, Trotsky entreprit une fois une excursion dans les Baléares. Rentré à Copenhague, il avait déjà un bon projet de réconciliation des socialistes bulgares larges avec les étroits. Trotsky voulait toujours réconcilier tout le monde entier, mais ne réconcilia jamais personne. Il voulut former une fraction, mais resta lui-même en dehors des fractions et ne put jamais constituer la sienne propre. Parce qu'il est un individualiste prononcé. Cette incapacité, chez lui, de tout travail collectif a empêché la création de relations amicales entre lui et les vieux bolchevistes. Il y a encore entre nous, vieux bolchevistes, tout notre passé de vingt années.

Lénine malade, nous avons tout fait pour améliorer nos relations avec Trotsky, pour nous lier plus étroitement avec lui. Même à une époque où le conflit entre nous avait déjà éclaté, au mois de décembre de l'an passé, nous avons essayé deux fois d'y trouver une issue dans des entretiens privés. A cet entretien chez Trotsky participèrent tous les membres du Bureau politique. Nous nous rendions compte de ce qu'il était nécessaire de convaincre Trotsky ; nous avions le sincère désir de collaborer avec lui. Le résultat ? Le lendemain, même situation, mêmes désaccords. Il s'y ajoutait encore qu'un groupe de partisans de Trotsky, au lieu de lui rappeler l'état de choses réel dans le Parti, l'excitaient encore. A présent que Lénine n'est plus, nous pouvons donner l'assaut au C. C., voilà le mot d'ordre de ce groupe. Cet assaut, on le tente. Il n'a pas été tout à fait victorieux, ni pour Trotsky, ni pour Radek. On s'est un peu trompé en s'imaginant que l'absence de Lénine garantirait l'issue victorieuse de l'attaque.

Voilà la situation, camarades. Naturellement, on s'interroge, on s'interroge : Que va-t-il arriver ? Y aura-t-il rupture avec Trotsky ? Même des camarades de

l'« opposition », qui se sont ravisés au cours de la discussion, qui déclarent aujourd'hui que nous avons raison, et qu'ils voteront pour nous, demandent : « Mais que voulez-vous faire à l'égard de Trotsky ? Nous leur répondons : « Nous voulons naturellement collaborer avec lui. Nous l'avons déjà dit publiquement dans une résolution particulière du Bureau politique, où nous déclarons que nous ne pourrions nous figurer ni le Bureau politique ni le gouvernement soviétique sans Trotsky. Mais, d'autre part, nous devons déclarer fermement : Si certains milieux pensent que nous souscrivons à tout ce que Trotsky nous présente, ils se trompent. Nous ne nous laisserons pas empêcher de représenter le Parti tel qu'il est. Il faut qu'on finisse par dire ouvertement que nous ne sommes pas venus à Trotsky, mais que Trotsky est venu à nous, au Parti. Cette constatation de fait ne diminue en rien les éminentes qualités de Trotsky. Trotsky doit s'assimiler plus profondément au Parti bolcheviste. Il a essayé d'expliquer aux ouvriers que nous nous trouverions sur le point de devenir des Bernsteinien, etc. Personne ne l'a cru. Ceci prouve seulement qu'il juge mal notre Parti.

Qu'on se rassure. En aucun cas il n'y aura de scission dans le Parti. Ainsi qu'en 1921, Trotsky reconnaîtra ses erreurs. Une conférence du Parti se prononcera d'abord, ensuite le congrès. Nous ferons tout, pour que, en dépit de la tension actuelle, Trotsky soit maintenu tout naturellement à ses postes influents et pour qu'il ait la possibilité de travailler. Mais nous vous demandons, camarades, de vous rendre compte qu'il ne s'agit pas entre nous de peccadilles, mais de sérieuses questions de politique et d'organisation. Si l'on ne s'agissait que de peccadilles, nous aurions déjà cédé vingt fois.

La proportion des forces dans le Parti

Permettez-moi encore quelques mots au sujet de la proportion des forces dans le Parti pendant la discussion.

Comme dans toute lutte, il s'est constitué pendant notre discussion actuelle une sorte de groupe tampon. Un groupe tampon s'est formé pendant notre discussion syndicale en 1921. Boukharine en fut alors le chef. Et Lénine disait du groupe tampon d'alors : « Si je savais dessiner comme Boukharine, je dessinerais Boukharine versant du pétrole dans le feu ». Dessins pour légende : Feu de tampon ». Lénine avait raison. La fraction tampon ne contribuait pas en réalité à adoucir, mais au contraire à aggraver la discussion. Il en est toujours ainsi. Au lieu de dire clairement ce dont il s'agit en réalité, au lieu de faire ressortir ouvertement les désaccords, on appuie, sous le manteau de la médiation, une des fractions. Dans des questions d'un intérêt vital pour la révolution, on doit se décider pour l'un ou pour l'autre, et non chercher à combiner le bon et le mauvais.

Radek se plaie maintenant dans le rôle de médiateur. Ce n'est qu'une manœuvre de sa part, qui prouve seulement l'existence d'une division de travail, dans « l'opposition ». En réalité, Radek est avec Trotsky. Il a à peu près le même passé, et en somme les mêmes défauts et les mêmes qualités. Dans son rôle de conciliateur, Radek peut enregistrer, ici, à Moscou, un certain succès, mais la majorité du Parti, la majorité aux mains de laquelle se trouve le destin du Parti, se rend parfaitement compte de ce que Radek n'est pas en réalité un conciliateur, mais un adhérent de la fraction Trotsky. Il déclare par exemple dans les réunions que le C. C. aurait raison dans une mesure de 80 %, tout en invitant les assistants à voter la résolution de « l'opposition », qui doit — par conséquent — avoir tort dans la même mesure de 80 % !

La proportion de forces dans le Parti est à peu près de 9 à 1. Dans la *Pravda* d'aujourd'hui on essaye d'apprécier numériquement le résultat de la discussion. Presque tout le Parti s'est déjà prononcé. Voici les résultats : 290 organisations sont pour nous, 8 contre nous. Ces chiffres ne reflètent qu'approximativement les proportions réelles. Les 8 organisations de l'opposition ne se trouvent dans aucun centre important. Tous les centres industriels décisifs, où se trouvent de grandes masses prolétariennes compactes, comme Pétersbourg,

Kharkov, Bakou, Ekaterinbourg, etc., nous donnent une grande majorité. Il n'en est pas de même à Moscou, où « l'opposition » est considérablement plus forte qu'en d'autres centres industriels : La proportion définitive à Moscou donnera probablement à « l'opposition » à peu près 20 à 25 % des voix. Je dois vous expliquer comment une « opposition » relativement aussi forte s'est constituée précisément à Moscou. Nous avons à Moscou 20.000 étudiants. Nous avons à Moscou le Commissariat de la Guerre. Je vous ai déjà dit que les étudiants et le Commissariat de la Guerre — par parenthèse, la majorité des soldats rouges ont voté contre Trotsky — constituent les foyers principaux de « l'opposition ». Les ouvriers de Moscou, au contraire, sont, dans leur grande majorité, pour le Comité Central. Les succès relatifs de l'opposition à Moscou sont en outre la conséquence de ce que « l'opposition » y avait concentré ses forces principales. Nous avons à Moscou plus de mille fonctionnaires responsables dont beaucoup n'ont rien à faire après leur travail et ont travaillé six mois pour l'opposition. Je répète encore une fois que l'opposition n'a pas trouvé d'appui parmi les ouvriers de Moscou. Dans le prolétariat de Moscou, la position du C. C. est inébranlée.

Je termine, camarades.

Il va sans dire que l'Internationale doit soigneusement étudier les causes de nos désaccords. Nous ne demandons point que vous me croyiez aveuglément, nous pensons au contraire que vous devez prendre connaissance de tous les documents nécessaires à votre propre information.

Je pense, camarades, qu'après un sérieux examen des arguments avancés par « l'opposition » contre nous, vous approuverez notre point de vue sur tous les points essentiels. Vos appréhensions au sujet d'une scission éventuelle du Parti sont naturellement compréhensibles. Nous vous assurons que nous ne sous-estimons nullement l'importance de la minorité groupée autour de Trotsky. Nous pouvons vous garantir quand même qu'il n'y aura en aucun cas dans notre Parti ni scission, ni détachement de masses. Nous pouvons affirmer que nous réussirons à liquider rapidement, sans douleur, toute l'affaire. Plus nous serons énergiques et unis à combattre les erreurs de « l'opposition » et plus prompt sera la liquidation de l'opposition. Comme en 1921 il n'y aura pas de complications dans le Parti.

Pour résumer nos divergences avec « l'opposition », j'énumère encore une fois les cinq points essentiels autour desquels la bataille se'est livrée. Les voici :

1. La nature de notre Parti bolcheviste ;
2. La question des fractions dans un Parti qui détient le pouvoir ;
3. Les rapports entre les vieux et les jeunes ;
4. L'appréciation du rôle des paysans, question principale, et enfin ;
5. Le rôle et le caractère de l'appareil de notre Parti.

Je crois avoir établi suffisamment que nos conceptions se distinguent essentiellement de celles de « l'opposition » sur tous les cinq points. En additionnant les divergences de nos points de vue dans ces cinq points, on voit de suite que les conceptions des adversaires en présence sont séparées par un fossé beaucoup plus profond que celui qui sépara en 1903 les mencheviks et les bolcheviks. Les choses ont cependant aujourd'hui un autre aspect, parce que nous sommes aujourd'hui un grand Parti comprenant de fortes masses ouvrières. Ces masses sont capables de rappeler l'ordre les égarés, et de corriger rapidement les fautes commises. Naturellement, bien des choses dépendront de l'attitude de « l'opposition » même. Si elle persiste dans ses erreurs fondamentales, dans les cinq questions principales mentionnées, il pourra évidemment en résulter cassure. Je vous rappelle à cette occasion la brochure de Lénine parue en 1904, consacrée au Congrès de Londres de 1903 : *Un pas en avant, deux pas en arrière* ! Lénine y commentait les résultats du vote sur les questions les plus importantes de l'ordre du jour au Congrès de Londres, dans un tableau graphique, dont il ressortait que Marlov et Axelrod ne montraient pas seulement en des questions isolées, mais dans toutes les questions principales, une tendance à droite. Nous, jeunes, nous ne comprimes pas bien alors la signification de ce diagramme. Nous haussions les

épaules. Nous demandions : Que veut précisément Lénine ? Il est impossible d'édifier toute une théorie de tendances sur des divergences de vues si minimes ! La méthode de Lénine nous semblait un peu artificielle. Il se révéla bientôt que Lénine avait raison. Eh bien ! camarades, si nous voulions nous servir dans la discussion actuelle de la méthode de Lénine, nous arriverions à un résultat encore plus convaincant que celui auquel arrive Lénine en analysant en 1904 les divergences de vues entre mencheviks et bolcheviks.

Encore un mot, camarades. Nous vous prions, avant de vous former un jugement définitif, d'étudier les documents les plus importants. J'y insiste, une de nos meilleurs sections, la section polonaise, a préféré procéder autrement. Au lieu d'étudier d'abord la documentation et d'entendre les parties, le Parti polonais s'est empressé de nous gratifier d'un billet doux de son Comité Central, nous rappelant combien il est nécessaire de nous entendre avec Trotsky, afin d'éviter de fâcheuses conséquences. Là-dessus, chers camarades polonais, je dois le dire franchement : Vous avez peut-être cru nous impressionner avec votre doux message. Peut-être ne serai-je pas tout à fait assez poli, mais je vous avouerai que vos bons souhaits n'ont pas fait sur nous la moindre impression. Si vous vouliez produire quelque effet, il fallait nous dire sur tel et tel point vous avez tort, là et là il faut corriger. C'eût été de la critique, mais elle eût agi.

Nous sommes toujours prêts à renseigner tout parti frère sur toutes les démarches que nous avons faites. L'Internationale a le droit d'intervenir, mais seulement après l'examen de tous les arguments décisifs, de tous les documents et de tous les points de vue. Si vous ne le faites pas, toute leçon que vous voudriez donner à notre Parti ne serait que de la peine perdue, et appui objectif aux traditions de Trotsky. Le camarade Varsky nous dit que les communistes polonais ne sont nullement pour Trotsky mais contre lui, parce qu'ils sont de vieux bolcheviks. — C'est bien, mais vous avez pourtant fait les affaires de Trotsky et de Radek. Radek a prophétisé dans les réunions d'étudiants, il y a trois semaines, que : 1° le parti allemand se déclarerait contre nous, à la majorité, et que, 2° le camarade Varski avait promis que le parti polonais se désorienterait contre la fausse direction de l'Internationale. Une partie de ces prophéties s'est réalisée. La Centrale du P.C. polonais a envoyé une lettre, sans nous entendre, sans examiner les arguments et les documents, une lettre qui effectivement constitue une intervention en faveur de la fraction Trotsky. Voilà ce que j'appelle des procédés fractionnistes. Nous répondrons, camarade Varsky, à votre lettre, nous exposerons aux ouvriers communistes de Pologne notre point de vue, et je parie que le prolétariat communiste de Pologne, qui a combattu durant vingt années à nos côtés, se prononcera pour le noyau léniniste de notre Parti. Ce ne sera pas la diplomatie de Radek et de Varsky, même si Valetsky leur vient en aide, qui convaincra les ouvriers de votre parti, mais notre parole ! Vous devez vous dépêcher de réparer cette faute. Plus rapidement vous le ferez et mieux cela vaudra.

Les camarades allemands, eux aussi, se demandent, inquiets, ce qui va advenir. Comment la social-démocratie réagira-t-elle ? La presse bourgeoise répand déjà les informations les plus mensongères. C'est vrai. Ainsi, par exemple, la presse bourgeoise française annonce tantôt que l'armée rouge se serait scindée, tantôt qu'elle se serait rebellée tout entière contre le Comité Central du P. C. R., et d'autres insanités...

Point n'est besoin que je vous dise que la crise du Parti ne nous est point agréable. Mais il y a des situations dans lesquelles il faut tenir jusqu'au bout pour les principes. Nous nous trouvons actuellement dans une de ces situations. En ce moment la lutte est quasi terminée. Si la minorité la continue, elle aggravera de jour en jour sa situation qui est déjà défavorable. Mais divers signes nous montrent que la plupart des membres de l'opposition, et aussi Radek, ont déjà commencé à comprendre ce que signifie une action contre notre comité central, une action poursuivie avec les plus misérables des arguments.

Si l'Internationale veut nous aider à liquider notre crise, nous accueillerons avec joie son appui. Dans

quelques jours aura lieu la Conférence panrusse de notre Parti. Il serait très important que l'Exécutif soit représenté, et formule son opinion. Il est naturellement nécessaire de tenir une série de discussions préalables. Nous y sommes toujours prêts. Nous sommes trop internationalistes pour ne pas vouloir entendre et examiner sérieusement l'opinion de chaque section de l'Internationale. Nous vous prions seulement de ne pas vous laisser guider dans votre jugement par la sympathie, par des sentiments que quelques-uns de nos camarades des partis frères, nos meilleurs amis, expriment en disant qu'ils ont un amour égal pour les deux

adversaires. En matière politique, dans des questions qui décident du sort de la révolution, notre devise doit être : *Amicus Plato, sed magis amica veritas!* Platon est notre ami, mais la vérité est au-dessus de Platon! — Bref, examinez d'abord les véritables raisons de la crise du Parti.

Examinez notre attitude, et, après une étude consciencieuse, nonobstant votre sympathie et votre amitié pour l'un ou pour l'autre des camarades dirigeants du P. C. R., vous serez obligé d'être tous avec nous.

G. ZINOVIEV.

Première lettre de l'I. C. au P. C. Allemand

Chers camarades,

Votre Congrès (1) se réunit en présence d'une crise profonde, vivement ressentie par l'élément le plus sensible de la classe ouvrière allemande. Aucun de vos congrès n'avait porté une responsabilité aussi grandiose. On peut le dire sans exagération, ce congrès décidera du sort de votre parti et en même temps de la révolution allemande pour de nombreuses années.

La situation internationale

Plus que jamais, la 3^e Internationale est personnifiée par Moscou, la 2^e par Londres.

La situation internationale de l'Union Sovietiste s'est fortifiée. L'ère des reconnaissances, ouverte par les principaux Etats d'Occident, est un gros succès pour le premier gouvernement prolétarien. Il faut l'attribuer aux efforts de l'avant-garde du prolétariat universel. Mais ce qui importe surtout, c'est que ces reconnaissances ont été obtenues sans aucune concession matérielle ou morale du gouvernement prolétarien à la bourgeoisie.

Le parti le plus considérable de la 2^e Internationale est au pouvoir dans le pays bourgeois le plus puissant. Le gouvernement soi-disant ouvrier, avec son chef Mac Donald, ne fait pas naturellement une politique ouvrière, mais une politique bourgeoise. La masse des ouvriers anglais ne voit pas encore la politique de Mac Donald du même œil que les ouvriers allemands voient celle d'Ebert et de Noske. Mais cette politique leur apparaîtra chaque jour davantage sous son véritable jour. Depuis Marx, la constitution d'un grand parti ouvrier en Angleterre est restée le problème essentiel et le plus difficile. C'est maintenant seulement que les conditions préalables sont réunies de la fondation dans ce pays d'un grand Parti communiste.

Le lointain Orient et les pays coloniaux ou semi-coloniaux sont déchirés de plus en plus fréquemment par des éclairs de révolte contre l'impérialisme. Aux Indes, en Egypte, en Chine, le mouvement libérateur progresse.

Dans les Balkans, se préparent des événements gros de conséquences internationales.

Les chaînes forgées par le honteux traité de Versailles ne sont pas encore brisées.

(1) Cette lettre fut envoyée au P. C. A. à l'occasion du Congrès de Francfort. Nous la publions, malgré son retard, à cause de l'importance considérable des questions traitées.

La rivalité franco-anglaise s'exaspère. La bourgeoisie française a payé l'occupation de la Ruhr de la chute catastrophique du franc. Les élections législatives exprimeront bientôt le résultat de la lutte engagée entre ses diverses fractions.

La bourgeoisie allemande semble jouir d'une trêve. C'est comme l'ombre d'une amélioration dans sa position internationale. Mais seulement l'ombre. L'épée reste suspendue sur elle. Ou bien l'Allemagne se transformera en colonie des impérialismes vainqueurs, ou bien elle fera sa révolution prolétarienne : le dilemme conserve toute sa force.

Perspectives de la Révolution allemande

La révolution prolétarienne en Allemagne est inévitable. La faute commise en octobre 1923 dans l'appréciation du rythme des événements a suscité à notre Parti bien des difficultés. Ce n'est cependant qu'un épisode. Notre diagnostic fondamental garde sa valeur. La révolution est en marche, la révolution viendra.

A l'heure actuelle, il est difficile de prédire quoi que ce soit sur les échéances. Il est fort possible et même probable que les batailles décisives seront livrées beaucoup plus tôt que beaucoup ne l'attendent. Il ne se passera peut-être pas une année avant le combat décisif. Mais on ne saurait exclure l'autre éventualité que les événements se dérouleront plus lentement. Notre Parti doit être prêt aux deux alternatives. Pour ce qui dépend de lui, à savoir le degré d'organisation de l'avant-garde prolétarienne, il doit former ses rangs en vue d'une lutte décisive dans le plus bref délai.

Les mots d'ordre de la dictature du prolétariat, du pouvoir des Soviets et de l'insurrection a. m. e. restent incontestablement en vigueur. Nous devons maintenant nous attacher à ceci : travailler patiemment et systématiquement à l'armement des ouvriers.

Nous comprenons la fièvre avec laquelle les camarades allemands discutent s'il fallait recourir aux armes en octobre-novembre 1923 et si la retraite était inévitable. Pour un révolutionnaire, ce sont questions des plus brûlantes. Cependant, le Parti dans son ensemble ne doit pas regarder en arrière, mais en avant. Il n'a pas été écrasé, il est sorti avec honneur, plus compact qu'il n'était, de l'épreuve de l'illégalité. Il doit maintenant, avec une énergie décuplée, placer la classe ouvrière allemande devant la tâche primordiale entre toutes : la préparation à la lutte immédiate pour le pouvoir, pour la dictature du prolétariat.

La conquête de la majorité

Gagner la majorité du prolétariat et, dans la petite-bourgeoisie et la paysannerie, attirer les éléments voisins du prolétariat, constitue toujours l'objectif fondamental du Parti. Ne diminuons pas les premiers succès que les fascistes remportent parmi les ouvriers. C'est un symptôme très dangereux, à suivre avec la plus grande attention. Nous n'avons pas le droit d'oublier non plus que les fractions très importantes du prolétariat allemand se trouvent sous l'influence du cléricanisme. Notre Parti, après avoir reformé ses rangs, doit tâcher de gagner ces travailleurs au communisme. La période pré-révolutionnaire lui rend possible l'accomplissement de sa tâche. Notre Parti ira aux élections législatives en rangs compacts, de façon à pénétrer dans la masse et à faire son éducation révolutionnaire. Notre succès électoral relèverait le moral de la classe ouvrière, lui montrerait que le Parti communiste est fort, stimulerait sa combativité.

Il ne saurait y avoir de plus grand danger pour un parti révolutionnaire, pendant la trêve, que de ne pas comprendre l'importance de la conquête de la majorité. Nous en sommes loin. Et, cependant, tant que nous n'aurons pas conquis la majorité des éléments ouvriers socialement décisifs, nous ne pourrons pas triompher de la bourgeoisie. Votre Congrès doit considérer chacune de ses démarches et chacune de ses résolutions, du point de vue de la conquête de la majorité de la classe ouvrière, se demander si elles ne vont pas, au contraire, la rebuter et risquer de nous faire dégénérer en secte.

De même pour la question syndicale. Précisément, pour gagner la majorité de la classe ouvrière, il faut conserver l'unité syndicale. La moindre démarche inconsidérée sur ce terrain peut nous être fatale. La question syndicale, vu son importance, fera l'objet d'une lettre confidentielle spéciale.

Action du P. C. dans la population non-prolétarienne

Un parti qui prétend à l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire, un parti qui veut conquérir le pouvoir et transformer la république bourgeoise en république soviétiste, ne saurait se dispenser de mener une campagne préparatoire dans la population non-prolétarienne. La classe ouvrière et son parti ne seront en état de passer de la théorie aux actes et de réaliser la dictature du prolétariat que lorsqu'ils auront neutralisé une fraction de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie moyenne des villes et de gagner l'autre à leur cause. Reconnaissons que, jusqu'ici, nous avons très peu fait dans ce sens. Le Congrès devra y consacrer une grande part de son attention.

La tactique du front unique et les mots d'ordre transitoires

Tout ce que le C. E. de l'I.C. avait à dire sur la question a été formulé en janvier dans les résolutions de la Conférence de Moscou. Lors des discussions de l'Exécutif avec les leaders de la gauche du P. C. A. en janvier, nous avons affirmé la tactique du front unique en tant que méthode d'agitation et d'organisation et de mobilisation des masses, valable pour toute une période. Y a-t-il

des raisons de revenir sur ces conceptions ? Tel n'est pas notre avis.

Si l'on entendait par tactique du front unique les erreurs opportunistes qui se produisirent il n'y a pas longtemps en Saxe, nous serions naturellement contre une tactique du front unique ainsi comprise. Par bonheur, personne encore n'a pensé à soutenir que les erreurs opportunistes auxquelles a donné lieu en divers pays l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme doivent avoir pour conséquence l'abandon pur et simple de l'action révolutionnaire au Parlement, considérée comme erronée. Personne n'en a déduit la non-participation du Parti aux élections du Reichstag.

En aucun cas, l'I. C. ne renoncera à l'application internationale de la tactique du front unique, parce que tels ou tels camarades ont commis en Saxe de lourdes fautes opportunistes. Il est aujourd'hui bien clair que la tactique du front unique doit être adaptée dans chaque pays au degré du développement du mouvement ouvrier.

En Allemagne, nous sommes dans la nécessité d'appliquer le front unique par en bas. Nous pouvons, en d'autres termes, renoncer à discuter avec les chefs officiels de la social-démocratie. Mais l'application de la tactique du front unique par en bas doit être poussée jusque dans ses dernières conséquences. Sur ce point, aucune diplomatie de fraction n'est admissible.

Il faut également éclaircir la question des revendications partielles et des mots d'ordre temporaire. Sur ce sujet, bolcheviks et mencheviks russes se sont combattus pendant dix années. Les bolcheviks n'étaient pas adversaires des revendications partielles et des mots d'ordres provisoires. Ils en usaient. Mais les bolcheviks étaient aussi pour la préparation de la révolution prolétarienne alors que les mencheviks étaient contre. C'est là ce qui les séparait. Pour les bolcheviks chaque revendication partielle, chaque mot d'ordre transitoire se rattachait à l'agitation et à la préparation de la révolution. Pour les mencheviks les revendications partielles et les mots d'ordres transitoires se substituaient à l'agitation révolutionnaire et s'opposaient à la préparation d'une révolution.

Le P.C.A. ne peut naturellement pas repousser purement et simplement les revendications partielles et les mots d'ordres provisoires. Le P.C.A. ne peut naturellement pas renoncer à défendre les huit heures. Entre les revendications économiques partielles et les mots d'ordres politiques temporaires il n'y a pas de différence principielle si nous savons formuler tous mots d'ordres transitoires en étroite connexion avec l'agitation révolutionnaire pour la dictature du prolétariat.

Questions d'organisation

Nous sommes obligés de constater que le P.C.A. n'a pas encore à sa base des cellules d'usines. Ici comme ailleurs, nous continuons à payer un large tribut aux traditions social-démocrates. Cependant, il ne peut être question d'un parti prolétarien révolutionnaire, capable d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie, tant que ce parti n'aura par ses racines dans l'usine même. Il est temps de passer de la théorie à la pratique. Le Congrès doit fixer un délai, et même rapproché pour lequel la réorganisation devra être accomplie. Sans cette condition préalable, il est ridicule, nous le

répétons, de parler de conquête du pouvoir. Ce n'est pas seulement une réforme de structure. Ce n'est pas une simple question matérielle, c'est une question politique de la plus haute importance. Il s'agit de savoir si le P.C.A. ne qu'une machine électorale, comme la social-démocratie, ou s'il sera capable de diriger des millions d'ouvriers. Le Congrès aura en outre à décider la conservation et l'amélioration de l'appareil illégal. Nous n'avons en effet aucune garantie, que la légalité actuelle sera de longue durée. Au contraire, nous avons de fortes raisons de nous attendre à ce que le parti soit encore obligé plus d'une fois à se réfugier dans l'illégalité. A nous d'utiliser la trêve actuelle pour constituer non pas sur le papier, mais en réalité, un puissant appareil illégal, capable de fonctionner dans toutes les conditions. Alors seulement on pourra parler sérieusement d'armer les ouvriers.

Armement des ouvriers, centurries rouges

L'armement des ouvriers reste la tâche la plus importante. La période écoulée nous a laissé quel que héritage en la matière. Mais ce qui a été fait n'est qu'une petite goutte d'eau dans la mer. Les ouvriers veulent être armés effectivement. Notre Parti doit satisfaire ce désir. Sans tapage inutile, il n'épargnera pour cela ni peine, ni dépense.

Le P.C. doit maintenant trouver les moyens de renforcer les centurries rouges, soit communistes, soit mixtes avec la participation des ouvriers révolutionnaires en général. Il faut comprendre une fois pour toutes que les centurries rouges ne sont pas destinées à apparaître seulement dans les fêtes révolutionnaires que constituent les grèves générales, etc... Il faut habituer les ouvriers à l'idée que les centurries sont nécessaires dans la lutte quotidienne. Si nous voulons qu'elles jettent de profondes racines, il faut les accoutumer à protéger les manifestants contre la Reichswehr, à défendre les militants contre les arrestations, à entreprendre des raids pour l'armement des ouvriers, etc... Les centurries rouges doivent avoir leurs bases dans la masse ouvrière, dans les usines, alors elles seront inaccessibles au pouvoir bourgeois.

La situation intérieure du Parti

Le P.C.A. procède à un regroupement de ses forces, élabore une nouvelle orientation et s'efforce de devenir véritablement bolcheviste. Le péril de droite a été surmonté, bien qu'on ne puisse mettre en doute la persistance d'une tendance qui présente un danger sérieux pour le Parti communiste allemand et pour toute l'I.C.

Dans une période transitoire entre deux révolutions comme celle que traverse le prolétariat allemand, le parti prolétarien est en butte à deux sortes de dangers : les déviations opportunistes de droite et la phraséologie « de gauche ». Chez les uns manque de foi dans la révolution ; chez les autres, penchant à tourner avec des mots les difficultés réelles de la lutte. Le bolchevisme russe a combattu ces deux déviations et c'est dans cette lutte qu'il s'est trempé et est devenu le parti que nous connaissons.

La victoire de la gauche a une importance colossale pour le sort de la révolution allemande. Elle reflète sans aucun doute un processus intérieur qui s'accomplit dans les profondeurs de la classe ouvrière ou tout au moins dans son avant-

garde. Elle indique que les fractions avancées de la classe ouvrière sont de plus en plus résolues à la lutte. Elle témoigne que des fractions importantes du prolétariat inclinent vers la gauche. Mais finalement à nous si nous nous exagérons la portée de ces symptômes, si nous prenons nos desirs pour des réalités, si nous nous figurions que la majorité du prolétariat est déjà prête à se ruer au combat derrière la gauche du Parti. Il n'en est rien. Y travailler est notre devoir primordial.

La crise profonde traversée par le P.C.A. peut être le point de départ de sa régénérescence et de son affermissement. Il peut maintenant s'engager hardiment sur la grande route révolutionnaire. Il peut s'affranchir enfin de toutes les erreurs opportunistes et adopter une ferme position communiste par rapport aux chefs social-démocrates de droite ou de gauche. Il faut enfin inspirer au prolétariat la conviction que le Parti communiste le guidera réellement au combat révolutionnaire et pas seulement à des défaites héroïques comme en janvier 1919 et en mars 1921. Cette confiance a fait défaut jusqu'ici aux prolétaires allemands.

Le Congrès doit avoir principalement en vue de mettre fin à l'existence et à la lutte des fractions. Ayons enfin un Parti qui consacre la totalité de ses forces à combattre la bourgeoisie et ses agents social-démocrates, au lieu d'user son énergie à des luttes intestines. La nouvelle majorité doit être capable de prendre des mesures de politique et d'organisation permettant d'établir un nouveau régime, d'utiliser tous les talents, indépendamment des tendances auxquelles ils ont pu appartenir et, en suivant avec fermeté et constance une ligne révolutionnaire communiste, de guider le Parti vers les hautes destinées qui lui sont réservées.

Votre dernière conférence a justement déclaré que la tâche des Partis communistes ne consiste pas à débolcheviser le Parti russe mais à se bolcheviser eux-mêmes. Nous comptons que votre Congrès marquera un grand pas en avant dans cette direction.

Une unité, réelle, ferme, une unité prolétarienne, non pas extérieure et sur le papier, mais vraiment bolchevique, doit régner à tout prix dans votre Parti. *Vers les masses et encore une fois vers les masses !* C'était l'enseignement de Lénine. Votre Congrès inspirera à la masse des communistes et des sympathisants un dévouement sans borne à la cause de la révolution prolétarienne. Il insufflera aux ouvriers la conviction que le parti prolétarien se prépare sans perdre une minute aux grands combats prochains. Il donnera au Parti une ferme direction révolutionnaire. Il montrera que la section allemande est l'une des plus remarquables de l'Internationale Communiste.

De son côté, l'Internationale fera tout ce qui dépend d'elle pour aider fraternellement le Parti communiste allemand à accomplir les grandes tâches qui lui incombent.

Vive la révolution prolétarienne d'Allemagne !
Vive la dictature du prolétariat dans la République Soviétique allemande !

Vive le Parti communiste allemand !

Moscou, 26 mars 1924.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

*Le Président :
ZINOVIEV.*

Nous donnerons dans notre prochain numéro la Deuxième lettre de l'Exécutif de l'I.C. au P.C.A.

La Crise dans le P. C. Polonais et les Tâches prochaines du Parti

Un groupe de camarades polonais, travaillant en partie en Pologne, en partie à l'étranger, traitent de la situation dans le Parti communiste polonais selon les directives suivantes :

I. — La situation au 2^e Congrès du Parti communiste polonais.

Le 2^e Congrès du Parti communiste polonais eut lieu dans des conditions qui rendirent difficile, pour ceux qui y prirent part, une orientation juste sur les tâches du Parti. La tendance de droite, qui dominait au Comité central, profitait de la situation de la révolution en Allemagne et en Pologne pour justifier les méthodes tactiques appliquées par les instances des Partis communistes allemand et polonais, alors que cette situation aurait dû pousser le Congrès à reviser la pratique réformiste du Parti, qui avait régné jusqu'alors.

Les éléments révolutionnaires de notre Parti, dont les représentants conscients étaient bien peu nombreux au 2^e Congrès du Parti, luttèrent en vain contre cette tendance, parce que l'atmosphère était alors telle qu'elle donnait aux chefs du Comité central la possibilité de présenter leurs pensées au Congrès sous un masque pseudo-révolutionnaire.

II. — Le changement de la situation nationale.

La défaite du mouvement ouvrier d'Allemagne et de Pologne, en octobre, anéantit les illusions qui avaient troublé l'orientation politique du 2^e Congrès. Mais, en même temps, la victoire de la réaction créa de nouveau une atmosphère favorable à la renaissance de l'esprit opportuniste qui menace le caractère révolutionnaire de la 3^e Internationale.

En Allemagne, le mouvement ouvrier fut réprimé, tandis que le Parti communiste restait complètement passif et désarmé. La consolidation relative de l'économie réalisée par la bourgeoisie et l'écartement momentané du spectre de la catastrophe financière fortifièrent la position de la classe dominante et lui permirent même de commencer l'offensive contre la classe ouvrière.

En Pologne, la tension révolutionnaire dans les masses diminua après les grèves d'octobre, après l'insurrection de Cracovie, les massacres de Tarnoff et Boryslaw.

En France, la campagne électorale qui approche semble promettre la défaite du Bloc National et la victoire des radicaux.

En Italie, le fascisme a perdu son élan originel, sous l'influence des conflits intérieurs, et par suite des nécessités du développement capitaliste. Mussolini a remplacé la politique de l'impérialisme agressif par une politique de négociations diplomatiques. (Accords avec la Yougo-Slavie et reconnaissance de la Russie soviétique.)

C'est avant tout l'Angleterre qui, avec son « gouvernement ouvrier », né de tractations parlementaires, essaie de faire naître en Europe une ère de négociations pacifiques ; elle devient ainsi un foyer d'illusions démocratiques et pacifistes.

Cette atmosphère générale, en Europe et dans le monde, ne peut pas rester sans influencer également sur la Russie soviétique.

La faillite des projets d'intervention a affaibli la vigilance révolutionnaire, même dans une fraction du Parti communiste ; la situation économique, difficile, fait naître, même en Russie, la pensée de nouvelles concessions en faveur du capital étranger et des couches bourgeoises.

La défaite du mouvement révolutionnaire en Allemagne encouragea les éléments de droite en Russie à attaquer la direction bolcheviste du Parti. La soi-disant opposition est une expression encore peu claire et mal définie, mais qui, en elle-même, sans aucun doute, marque l'esprit révisionniste contre la tactique lénin-

nienne. Les directives des camarades Radék et Troïsky, sur les leçons de la défaite d'octobre en Allemagne, qui furent opposées à celles du camarade Ziboviev et de la Centrale allemande, constituent une plateforme opportuniste ; et ce n'est pas par hasard que l'opposition russe, pour soutenir sa position, a mobilisé tous les éléments de droite de l'Internationale, avant tout en Allemagne, en France et en Pologne.

Pour les communistes qui veulent maintenir le caractère révolutionnaire de l'Internationale, cette situation fait surgir la nécessité d'une lutte résolue contre les projets opportunistes.

III. — La pratique du Front unique dans le Parti communiste polonais.

Pour appliquer la tactique du front unique, notre Parti a commis de graves fautes en entravant l'élan révolutionnaire des masses et en rendant difficile leur libération des social-traitres. Notre Parti a appliqué le front unique par en haut, aux dépens de l'unité à la base. Au lieu d'inciter les masses à rompre avec les chefs du Parti qui nous était hostile, il réveilla l'illusion que ces masses pourraient forcer leurs chefs à défendre les intérêts des ouvriers ou des paysans.

Força, naturellement presque en vain, de réaliser l'unité avec les chefs au détriment de sa propre indépendance dans les actions de masses. Il alla ainsi à la remorque de la social-démocratie, dont les chefs manœuvriers se mirent à la tête des masses.

L'illustration la plus frappante en fut les événements d'octobre, au cours desquels notre Parti ne fit pas preuve de l'initiative nécessaire et livra sans lutte la direction du mouvement du Parti socialiste polonais. A ce moment, il ne sut pas rompre avec les social-traitres et avoir une action indépendante, bien qu'il reconnût que la situation était révolutionnaire et que le prolétariat poissait avec un élan spontané à la grève de masses. Le P. C. P. ne se décida pas à provoquer, pendant la grève de Haute-Silésie, une grève de solidarité dans le district de Dombrowa, où l'influence de notre Parti était incomparablement plus forte que celle des social-traitres. Il attendit que le P. S. P. (Parti socialiste polonais) proclamât la grève, il laissa passer le moment historique, et le résultat c'est que la grève de Dombrowa vint trop tard, alors qu'avait déjà cessé le mouvement en Haute-Silésie (1). La même tactique fut appliquée ensuite par notre Parti à Varsovie, où il exigea de la majorité social-patriote du cartel des syndicats la proclamation d'une grève générale. Rien d'étonnant, si les événements ultérieurs en Galicie se déroulèrent sans que notre Parti y eût la moindre influence, lui qui, pendant toute la période de luttes de masses, ne s'était pas montré capable, ne fut-ce qu'un moment, de prendre la tête du mouvement et de lancer des mots d'ordre politiques aux masses.

Tout ceci fut exploité par le P. S. P., qui, sans que nous l'en empêchions, s'empara de la direction du mouvement sans nous, naturellement dans le but de lui enlever sa pointe révolutionnaire, pour l'étrangler au moment où la bourgeoisie était en danger. Mais lorsque le P. S. P. eût brisé la grève générale, le Comité de Varsovie fit voter, dans une réunion faite après la grève, une résolution dans laquelle l'absence, de notre part, de tout appel pour la grève fut justifiée par la nécessité de maintenir l'unité de front.

Dans les syndicats, nous voyons que nos repré-

(1) Le Comité du district de Dombrowa du P. C. P. se plaint amèrement dans son appel « en avant pour des luttes nouvelles » (décembre 1923) que ni le P. S. P., ni le Parti ouvrier national n'ont pris la direction de la lutte au moment opportun, sans faire mention de ce que le P. C. P. avait fait et ce qui aurait dû être son rôle.

sentants renoncent à former l'opposition, et s'occupent avant tout de marchander des mandats (exemple, la conférence de la centrale syndicale de Varsovie (25 janvier).

La tactique du front unique, réalisée de cette manière, ne fut pas, pour les chefs du P. S. P., la « corde qui soutient le pendu », mais une bouée de sauvetage ; pour la bourgeoisie polonaise, ce fut un paratonnerre qui fit dévier l'explosion révolutionnaire.

2° Le Comité central favorisa les illusions démocratiques en faisant un programme minimum, qui devait remplacer le programme de la dictature prolétarienne, et le reléguer au second plan. Le Comité central s'imaginait ainsi bâtir un pont le reliant aux partis « ouvriers » et paysans amis du gouvernement, et les « forcer » à une lutte réelle pour la défense d'une plateforme commune. En conséquence, nos théoriciens, dans le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, qu'il ne faut considérer que comme une vulgarisation de la dictature prolétarienne, virent une combinaison possible des « représentants de toutes les fractions ou d'une fraction des partis ouvriers et paysans » (1), et un moyen, moins pour le renversement de l'Etat que pour son « amélioration prolétarienne-paysanne » (2), par une série de réformes (saisie d'une partie des fortunes, etc...).

Mais, dans l'agitation journalière, on s'abstint de mettre en relief les conditions nécessaires pour la création d'un gouvernement ouvrier et paysan — la prise du pouvoir et l'institution de conseils ouvriers et paysans pour l'exercer —. On répéta seulement et mécaniquement le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan sans expliquer aux masses par quoi celui-ci, dans la conception communiste, se différencie de l'interprétation trompeuse des social-patriotes.

3° Une autre faute fut d'accentuer le caractère national du Parti communiste, pour élargir le front unique jusqu'aux éléments nationalistes. Déjà, la résolution du 2^e Congrès disait que, dans la période actuelle — époque de la lutte pour la prise du pouvoir et d'extrême tension des conflits de classes — le prolétariat polonais doit se dresser comme le « chef et défenseur des intérêts de toute la nation ». Aux termes de cette résolution, « il faut que le Parti mène sa lutte prin-

(1) Voyez l'article du fond sur « le Gouvernement Ouvrier et Paysan » au n° 2 du *Nowy Przegląd*.

(2) *Głos Komunistyczny*, l'organe du Comité central du P. C. P.

cipale, sur le front idéologique, en développant dans toute son ampleur le problème de l'existence d'une nation polonaise indépendante ».

Cette course « idéologique » pour le championnat de la démagogie nationale, qui avait pour but d'aplanir la voie au P. O. W. (l'association de lutte des gens de Pilsudsky), devint en effet un moyen d'amortir les conflits entre le prolétariat et les Polonais « indépendants » capitalistes.

On oublia aussi qu'il y a une différence essentielle entre les tendances que nous lions au nom de Schlageter et le social-patriotisme polonais : tandis que les tendances auxquelles appartient Schlageter expriment tout de même la volonté des couches petites-bourgeoises d'une nation opprimée de se libérer du joug de l'occupation française, le social-patriotisme des gens de Pilsudski est au fond l'expression d'aspirations impérialistes.

La démoralisation idéologique fit de tels progrès qu'au mois de février, le camarade Korlikowski pouvait déjà déclarer au Seim qu'il « volait pour le service militaire de six mois » — déclaration qui eût été inouïe, même dans les rangs de la 2^e Internationale d'avant la guerre !

4° Dans l'agitation auprès des masses paysannes, notre Parti s'est montré pratiquement incapable de réveiller des conflits de classes entre les masses de paysans sans terre ou petits propriétaires, avec les gros propriétaires fonciers, et d'exploiter ces conflits pour créer à la campagne des alliés réels à la révolution ouvrière.

Au nom de « l'unité paysanne », le Parti s'abstint d'affermir la conscience révolutionnaire de ces couches. Un exemple frappant est fourni par le point de vue du Comité national du P. C. polonais, qui se prononça « contre toute attitude de nos camarades comme communistes » au Congrès du Parti Wyzwolenie, pour ne pas mettre en danger « l'unité du front paysan » et ne pas provoquer un « émiettement » (1).

En même temps, le Comité national, au lieu d'utiliser l'occasion qui lui était fournie de former le front unique des paysans travaillant, de toutes les nationalités, de Pologne, s'est retiré devant la démagogie nationale du Parti paysan polonais, et s'est déclaré contre l'admission au Congrès des délégués paysans rathéniens et ukrainiens.

(1) Rapport du C. N. de novembre 1923.

(A suivre.)

Le Retour de Lénine à Pétrograd

Le dernier hiver (1916-1917), nous demeurions à Zurich. La vie n'était pas gaie. Le service de liaison avec la Russie étant interrompu, aucune lettre, aucun camarade ne nous arrivaient plus de notre pays. Selon notre habitude, nous fréquentions relativement peu la colonie des émigrés, assez rares d'ailleurs alors à Zurich. Seul, Gricha Ous-siévitich, un jeune camarade tué plus tard sur le front, venait chaque jour nous voir un instant en revenant du réfectoire où les émigrés prenaient leurs repas. En outre, dans la matinée, nous recevions assez régulièrement la visite du neveu de Zemliatchka, un bolchevik auquel la faim et les privations de toute sorte avaient fait perdre la raison. Comme il était toujours en haillons et crotté des pieds à la tête, on ne le laissait plus entrer dans les bibliothèques suisses. Tenant à voir Lénine avec lequel il voulait examiner certaines questions de principe, il arrivait avant neuf heures pour le trouver à la maison. Comme ces entretiens avec un dément produisaient sur nous une impression profondément déprimante, nous primes l'habitude de sortir plus tôt et de nous

promener le long du lac avant l'ouverture de la bibliothèque. Nous avions dans le quartier ouvrier une chambre qui, certes, ne brillait pas par le confort. C'était dans une vieille maison sombre datant du xvi^e siècle, où l'on ne pouvait ouvrir les fenêtres que la nuit, car il y avait dans la cour une charcuterie d'où montait une odeur infecte de saucisson pourri. Certes, nous aurions pu, pour le même prix, avoir ailleurs une chambre bien meilleure, mais nous étions extrêmement attachés à nos logeurs. C'étaient de braves ouvriers suisses, haïssant le capitalisme et condamnant instinctivement la guerre impérialiste. L'appartement était véritablement « international » : nos patrons, menuisier et cordonnier de leur état, occupaient deux pièces ; une chambre était habitée par la femme d'un soldat boulanger allemand avec ses enfants ; une autre, par un Italien ; une autre, par des acteurs autrichiens avec un extraordinaire chat roux, et la dernière par Lénine et moi. Dans ce milieu, pas l'ombre de chauvinisme. Un jour que ma logeuse et moi, nous rôtiissions à la cuisine sur le fourneau à gaz chacune notre morceau de

viande, cette dernière s'écria, d'un ton indigné : « Les soldats devraient tourner leurs armes contre leur gouvernement. » Après cela, Iliitch ne voulut jamais entendre parler d'un changement de nombre et se mit à saluer notre logeuse avec une affabilité particulière.

Par malheur, les socialistes suisses n'avaient pas la mentalité aussi révolutionnaire que cette femme d'ouvrier. Vladimir Iliitch tenta un moment de mener le travail sur l'échelle internationale. Quelques bolcheviks russes et polonais, des socialistes suisses, quelques jeunes Allemands et Italiens se mirent à se rassembler dans un petit café (*Zum Adler*) situé dans la rue voisine. A la première réunion, il y eut environ quarante personnes. Lénine exposa son point de vue sur la guerre, la nécessité de condamner les chefs qui avaient trahi le prolétariat et communiqua son programme d'action. L'assemblée, quoique composée d'internationalistes, fut quelque peu effrayée par les vues « extrémistes » de Lénine. Je me souviens qu'un représentant des Jeunesses suisses prit alors la parole pour développer l'idée qu'il était impossible de remonter le courant, que tout effort serait vain. Toujours est-il que le nombre des assistants à nos assemblées décrut rapidement, de sorte qu'à la quatrième réunion il n'y eut plus que des Russes et des Polonais. On plaisanta, on se sépara, puis on rentra chacun chez soi. C'est à cette époque d'ailleurs que nos relations avec Fritz Platten et Willy Munzenberg commencèrent à devenir beaucoup plus étroites.

Je me souviens d'une scène qui eut lieu quelque temps plus tard. Un jour que nous passions par un quartier chic de Zurich, nous tombâmes sur Nobs, rédacteur de la *Gazette Socialiste* de Zurich. Nous ayant aperçus, il fit semblant de vouloir prendre le tramway. Mais Lénine le rattrapa et, le tenant fortement par le bouton de son habit, se mit à lui exposer son point de vue sur l'inévitabilité de la révolution mondiale. Opportuniste de gauche, Nobs faisait une tête vraiment comique, ne sachant comment se débarrasser de ce Russe enragé ; mais le visage de Lénine, qui serrait convulsivement le bouton de Nobs et s'efforçait de le convertir à son idée, me sembla tragique. Je voyais une énergie formidable qui cherchait à se dépenser, un dévouement sans bornes aux masses laborieuses, une intelligence nette des événements qui, malheureusement, ne pouvaient trouver leur application. Et je me remémorai alors un grand loup blanc du Nord, que Vladimir Iliitch et moi nous avions vu à Londres au Jardin zoologique. « Avec le temps, tous les animaux : ours, tigres, lions, s'accoutument à la cage nous expliquait le gardien. Seul, le loup blanc de la Russie septentrionale ne se fait jamais à la captivité et, jour et nuit, il se rue sur les barreaux de fer de sa grille. » Essayer de propager Nobs, n'était-ce tenter de briser les barreaux de fer d'une grille ? »

...Nous allions sortir pour aller à la Bibliothèque municipale, lorsque le camarade Bronsky entra en coup de vent et nous annonça que la révolution venait d'éclater en Russie. La nouvelle causa une violente commotion à Lénine, qui tout d'abord ne sut que dire. Quand Bronsky fut parti et que nous revînmes quelque peu à nous, nous nous dirigeâmes vers le lac où, sous un abri, on affichait chaque jour tous les journaux suisses. De nombreux télégrammes, en effet, confirmaient la nouvelle.

Lénine s'agitait. Il demanda à Bronsky, qui connaissait un contrebandier, de savoir si l'on ne pourrait pas, avec l'aide de ce dernier, gagner la Russie par l'Allemagne. Mais le contrebandier ne

pouvait conduire que jusqu'à Berlin. En outre, il était lié avec Parvus ; or, Lénine ne voulait rien avoir à faire avec cet homme, qui avait profité de la guerre pour s'enrichir et s'était mué en social-chauvin. Il fallait chercher un autre moyen. Lequel ? Voyager en aéroplane ? Mais où trouver et comment payer ce merveilleux engin qui nous aurait transportés en Russie révolutionnaire ? Lénine ne dormit pas de toute la nuit. Tout à coup, il me dit : « Une idée ; je partirai comme muet avec un passeport de Suédois ». J'éclatai de rire. « L'affaire ne marchera pas, tu te trahiras pendant ton sommeil. Tu verras en rêve des cadets, tu crieras : Charogne ! Charogne ! et l'on verra que tu n'es pas Suédois. » En tout cas, ce dernier projet était plus réalisable que celui de partir en avion. Lénine le communiqua à Gonetzky, alors en Suède. Mais, naturellement, le plan n'aboutit pas.

Lorsqu'il s'avéra que l'on pouvait, avec l'aide des camarades suisses, obtenir l'autorisation de passer par l'Allemagne, Lénine accepta immédiatement l'idée et s'efforça d'arranger le voyage de telle façon que l'on ne pût nous accuser d'avoir consenti à une transaction non seulement avec le gouvernement, mais aussi avec les social-chauvins allemands. A cet effet, il accompagna une série de formalités d'ordre juridique. L'entreprise en effet était osée, non seulement parce qu'on pouvait nous calomnier, nous accuser de trahison envers la patrie, mais aussi parce que nous n'avions aucune garantie que les Allemands n'interneraient pas les bolcheviks au passage. Plus tard, les mencheviks et d'autres groupes d'émigrés suivirent l'exemple des bolcheviks et prirent la même voie pour se rendre en Russie, mais personne ne se décidait alors à faire le premier pas. Lorsque nous reçûmes de Berne une lettre dans laquelle on nous avisait que tout était arrangé et que l'on pouvait partir pour l'Allemagne, Lénine dit : « Nous prendrons le premier train. » Or, il ne restait que deux heures et je doutais fort que nous fussions prêts. Il fallait liquider la « boîte », rendre les livres à la bibliothèque, payer la patronne, etc. « Pars seul, lui dis-je, je te suivrai demain. — Non, partons tout de suite. » La « boîte » fut liquidée, les livres emballés, les lettres brûlées et, après avoir rassemblé un peu de linge et les effets nécessaires, nous nous rendîmes à la gare, où d'ailleurs, nous eûmes assez longtemps à attendre, car c'était le jour de Pâques et notre train avait un retard considérable.

Les bolcheviks qui parlaient avec nous s'étaient rassemblés dans la Maison du Peuple de Berne. Il y avait là entre autres les Zinoviev, les Oussievitch, Inès Armand, Kharitonov, Sokolnikov, Mékhi Iskhakaia, une *bundiste* avec son petit garçon de quatre ans, un bel enfant aux cheveux frisés du nom de Robert qui ne parlait que le français. Radek voyageait avec nous en qualité de Russe. Platten nous accompagnait.

Durant tout le trajet, nous ne parlâmes pas à un seul Allemand. Près de Berlin, des social-démocrates allemands prirent place dans le compartiment voisin, mais personne d'entre nous n'engagea la conversation avec eux et, seul, le petit Robert qui les regardait curieusement, leur demanda : « Le conducteur, qu'est-ce qu'il fait ? » (1). Je ne sais s'il obtint une réponse : en tout cas, les Allemands ne purent tirer des bolcheviks une seule parole. Nous regardions par les portières et partout, dans les villes comme

(1) En français dans le texte.

dans les villages, nous étions frappés par l'absence d'hommes ; on ne voyait que des femmes, des adolescents et des enfants. On nous apportait nos repas dans le wagon : des côtelettes avec des petits pois. On voulait apparemment nous montrer qu'il y avait de tout en Allemagne en abondance. Notre voyage s'effectua heureusement et nous arrivâmes en Suède.

A Stockholm on vint à notre rencontre, on nous conduisit dans le local du Parti où était arboré le drapeau rouge et on organisa une réunion à laquelle on nous souhaita la bienvenue. Je me souviens assez mal de Stockholm : toutes mes pensées étaient en Russie.

Nous traversâmes la frontière sur des trains finnois. Dès que nous eûmes touché la terre russe, nous nous sentîmes chez nous ; tout nous était cher : et les mauvais petits wagons de troisième classe et les soldats russes. Une sensation de bonheur indicible. Au bout de quelques instants, Robert était déjà sur les bras d'un soldat âgé et lui racontait quelque chose en français tout en mangeant la *paskha* (1) qu'on lui avait donnée. Tous nous étions aux portières des wagons. Les plates-formes des gares que nous traversions étaient bondées de soldats. Oussievitch leur criait : Vive la révolution mondiale ! Le public nous regardait avec étonnement. Un lieutenant, très pâle, passa plusieurs fois devant nous et lorsque j'allai m'installer avec Lénine dans le wagon voisin qui était vide, il prit place à nos côtés et entama la conversation. Il était défensiste. Lénine soutenait son point de vue ; lui aussi, il était affreusement pâle... Le wagon peu à peu se remplissait de soldats. Bientôt, il fut

(1) Gâteau spécial à base de caillebotte, crème aigre, sucre et œufs que les Russes préparent à l'occasion de la fête de Pâques. (N. du tr.)

bondé. Les soldats se levaient sur les banquettes pour mieux voir et entendre celui qui parlait d'une façon si compréhensible contre la guerre de rapine. Et l'on voyait leurs visages contractés par l'attention de plus en plus grande qu'ils apportaient aux paroles de Lénine.

A Biélostrov, Maria Iiinitchna (la sœur de Lénine), Chliapnikov, Stal et d'autres étaient venus à notre rencontre. Il y avait aussi des ouvriers. Stal voulait à toute force me faire prononcer une allocution, mais j'avais comme perdu l'usage de la parole et il me fut impossible de rien dire. Les camarades qui revenaient à Pétrograd prirent place dans le wagon à côté de nous et se mirent à nous donner des informations sur la situation. Bientôt, nous arrivâmes à Pétrograd.

Les ouvriers, les soldats, les matelots de la capitale étaient venus à la rencontre de leur chef. Comment avaient-ils appris son arrivée ? Je ne le sais. Tout autour de nous une véritable mer humaine.

Qui n'a pas vu la révolution ne peut s'en représenter la majestueuse, solennelle beauté.

Des drapeaux rouges, une garde d'honneur des marins de Cronstadt, les projecteurs de la forteresse de Pierre et Paul éclairant la voie de la gare de Finlande au palais de Kchessinskaïa, les automobiles blindées, la chaîne des ouvriers et des ouvrières faisant la haie... On hisse Lénine sur une auto blindée. De temps en temps, il prononce quelques paroles. Autour de lui ce qu'il a de plus cher au monde : les masses populaires.

Avec la même solennité, le peuple révolutionnaire a accueilli son chef à son arrivée en Russie et l'a accompagné sept ans plus tard à sa dernière demeure.

N. KROUPSKAIA.

Pour le Bloc Ouvrier et Paysan

Notre Parti, qui entré dans la bataille électorale sous le signe du Bloc ouvrier et paysan, va trouver dans les élections législatives actuelles l'occasion de prouver à la bourgeoisie française que la classe paysanne, en dépit de l'excitation cléricale et capitaliste, sait s'unir avec son frère de classe, le prolétariat urbain.

Déjà, dans plusieurs départements français, il y a eu des cas où le cultivateur est venu au secours de la classe ouvrière au cours de luttes politiques et économiques. Dans le département de la Moselle, en 1923, les mineurs entrèrent, le 5 février, en lutte pour des revendications de salaire. 25.000 ouvriers, qui ne pouvaient plus nourrir leurs familles, utilisèrent ce dernier moyen de lutte légale.

Pour résoudre la question de l'alimentation des grévistes, il fallait à la Fédération des Mineurs (C.G.T.U.) deux ou trois millions. Or, de pareilles sommes ne peuvent jamais se trouver dans les caisses des syndicats révolutionnaires. La justice bourgeoise, par les poursuites des militants, par les frais de justice et les amendes qu'elle impose, se charge bien de l'en empêcher. Les autres fédérations étaient également dans l'incapacité d'envoyer

des sommes importantes comme contribution de solidarité. Il manquait aussi le fameux or russe contre lequel la presse bourgeoise pousse constamment de hauts cris. Que faire ? 25.000 mineurs en grève ! La lutte durait déjà depuis quatre semaines. Les caisses de la Fédération étaient vides, le patronat se refusait à la moindre augmentation de salaire.

Nous songâmes alors à notre frère de classe, le paysan. Par le moyen de tracts, d'affiches et de réunions dans les villages, nous entrâmes en contact avec lui et nous l'appelâmes à notre secours. Dès les premières réunions, quelques cultivateurs se déclarèrent prêts à nous donner des pommes de terre, du lard, des œufs, du beurre, des légumes, etc., afin que les mineurs puissent tenir plus longtemps. Bien intéressante fut la déclaration d'un paysan de Holving-les-Sarrable : « Oui, camarades, le de Wendel verra que nous non plus, nous ne pouvons pas le souffrir ; nous vous aiderons. Demain, j'amènerai au Comité de grève une voiture de pommes de terre. »

Un autre paysan de la vallée de Holving prit la parole dans la discussion : « Nous savons que le de Wendel s'est enrichi en spéculant sur la fa-

rine, qu'il nous faut payer si cher ; nous savons aussi qu'il veut nous prendre, nous et nos enfants, comme manœuvres. Dès aujourd'hui, vous pouvez venir chercher chez moi cinq kilos de lard. »

Et il en fut ainsi dans toute la Lorraine orientale. De partout arrivèrent les paysans avec des voitures lourdement chargées apportant gratuitement toutes sortes de victuailles aux directions locales de grève. Lorsque nous leur demandions le prix de toutes ces bonnes choses, ils riaient avec bonhomie et nous disaient parfois : « Tenez seulement ; le de Wendel n'est-il pas notre ennemi commun ! » ou bien : « Dans la dernière guerre dont les capitalistes sont cause, j'ai perdu mon

fil et bien d'autres choses encore ; je puis bien me priver encore de ceci. »

Pendant huit semaines, grâce à l'aide de son frère de classe, le paysan, le mineur de la Moselle put prolonger la lutte.

L'offensive militaire, les arrestations de militants, les condamnations scandaleuses des tribunaux que le Comité des Forges déclencha contre les mineurs en grève, tout cela prouve combien fut grande l'anxiété de la bourgeoisie française en face du bloc admirable des ouvriers et des paysans.

A. FRIEDRICH.

Secrétaire de la Fédération communiste de Moselle.

Les Crimes de la Dictature Bourgeoise en Pologne

Aux Travailleurs de tous les Pays !

Appel de l'Exécutif de l'I. C.

Camarades ouvriers et paysans !

L'Exécutif de l'I. C. a déjà attiré plus d'une fois votre attention sur la façon dont la bourgeoisie polonaise se moque des travailleurs de Pologne. Polonais et Juifs, Ukrainiens et Blancs-Russiens, ouvriers et paysans, tous subissent le même joug, en dépit des phrases emphatiques sur la démocratie, la république et la Constitution.

Et nous apprenons que ce régime s'aggrave.

Dans le bassin houiller de Dombrova, où 60.000 mineurs se sont mis en grève pour le maintien des 8 heures et par solidarité avec les grévistes de la Haute-Silésie, la police a tiré sur la foule ouvrière désarmée. Trois ouvriers ont été tués, 37 sont blessés, dont 7 mortellement, 200 arrestés.

A Varsovie, 27 personnes : jeunes filles, jeunes gens, ouvriers, soldats, étudiants de 16 à 21 ans, en prévention depuis 18 mois ont été condamnés à des peines variant entre 3 et 8 ans de travaux forcés, sans déduction de l'emprisonnement préventif, pour le seul crime d'adhésion aux Jeunesses Communistes. Ces jeunes communistes ont accueilli le verdict aux accents de l'Internationale.

Un procès monstre se prépare à Cracovie. Plusieurs dizaines d'ouvriers et de soldats, poursuivis pour leur participation au soulèvement de Cracovie (novembre 1923), vont être jugés. Certains accusés encourent la peine de mort. Le rédacteur d'un journal paysan a été condamné dans la même ville à 10 ans de travaux forcés pour adhésion au Parti communiste !

Des condamnations analogues sont prononcées presque tous les jours dans toutes les villes de Pologne contre tout ouvrier ou paysan ennemi de l'exploitation capitaliste, du joug de classe et du joug national des seigneurs et des bourgeois polonais.

D'autres crimes judiciaires se préparent dans les territoires blancs-russiens et ukrainiens conquis par la Pologne. La Pologne y établit des Conseils de guerre et y prépare des expéditions de

représailles, à l'instar de celles que firent autrefois les généraux du tsar : Miu, Doumbadze, Kasnakov.

A l'heure actuelle, il y a dans les prisons polonaises 4.000 détenus politiques. Ils sont en proie à la faim et aux sévices, souvent enfermés avec des criminels de droit commun ; ils ne peuvent recevoir ni journaux ni vivres. Au cours des dernières semaines, six grèves de la faim ont éclaté dans les prisons polonaises, auxquelles prirent part des centaines de détenus.

Les mauvais traitements et les tortures sont choses courantes. A la prison de Lvov (Lemberg), Olga Bessarabova est morte des suites de tortures. A Bielostok, au cours des derniers mois, 7 détenus sont morts des suites des mauvais traitements subis pendant une grève de la faim.

Chaque jour nous apporte de nouveaux détails sur les crimes de la police, particulièrement nombreux dans les provinces de Russie blanche et d'Ukraine.

Camarades ! Stigmatisez les bourreaux polonais ! Souvenez-vous que la Pologne, comme la Roumanie, est une des forteresses de la réaction, en Europe orientale, une immense prison où gémissent les travailleurs et les minorités nationales. Lorsque des représentants de la République démocratique de Pologne viennent dans vos pays, lorsqu'ils osent, chez vous, parler de Civilisation, de Démocratie, de Ligue des Nations, répondez-leur comme il convient. Crachez-leur à la face votre mépris et votre haine !

A bas les bourreaux et les hypocrites ! — Honneur aux ouvriers de Cracovie et de Dombrova ! — Honneur à la Jeunesse communiste polonaise ! — Aide internationale aux captifs du Capital !

Vive l'action libératrice commune des ouvriers et paysans polonais, ukrainiens, blancs-russiens, juifs et allemands, sous le drapeau du Parti communiste de Pologne !

**LE COMITE EXECUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.**

Sur le Programme de l'Internationale à la veille du Congrès Mondial

Dès la publication, au lendemain du 4^e Congrès mondial, des thèses de Boukharine, un concert d'imprécations épouvantables s'est élevé de la presse bourgeoise, du côté des ennemis de la Révolution russe.

Le Capitalisme, soucieux de ses privilèges, s'affole à la pensée qu'une organisation puissante menace sérieusement de faire échec à ses actes de banditisme en le prenant au collet, tandis qu'il prémédite ses sauvages agressions... Cette rage suffirait à forcer notre attention à l'étude sérieuse des idées de Boukharine, résumées ainsi :

« Tous les prolétariats doivent s'entraider mutuellement et se porter secours contre la bourgeoisie de chaque pays — et comme corollaire : tout prolétariat a le droit de prendre l'offensive pour aider un prolétariat d'un pays trop faible pour se libérer lui-même. »

Ces thèses sont le processus logique de la lutte de classes poussé rigoureusement jusqu'à ses extrêmes conséquences : l'extermination du Capitalisme international, but suprême du prolétariat.

La question est posée brutalement par Boukharine : pour triompher du capitalisme, faut-il prendre hardiment l'offensive pour hâter le mouvement d'émancipation du prolétariat ? ou faut-il, par une propagande intensive, laisser pénétrer l'esprit de révolte dans les masses arriérées du prolétariat jusqu'au jour où elles pourront se libérer par leurs propres forces ?

La première thèse a pour elle la logique de la solidarité internationale effective du prolétariat. La seconde thèse laisse survivre pour un temps indéterminé le régime d'exploitation, de pillages, de massacres des prolétaires.

Les thèses de Boukharine sont à étudier, à discuter en tant que tactique d'opportunité révolutionnaire ; mais notre camarade, en posant ces problèmes, reste fidèle au développement de la lutte de classes jusqu'à la disparition du Capitalisme par la Révolution sociale.

Sa tactique est-elle une stratégie opportune ? Là est la question à débattre. Les bons républicains ou socialistes qui jettent l'anathème sur Boukharine font semblant d'oublier que le même problème se pose devant la Révolution française : devait-elle laisser les peuples se libérer eux-mêmes des servitudes féodales d'ancien régime ou les aider à se délivrer par les armées révolutionnaires ?

C'est dans ce dernier sens que conclut le rapport Cambon dans son remarquable exposé du 15 décembre 1792 à la Convention, qu'il faudrait lire tout entier dans l'*Histoire socialiste* de Jaurès et dont voici quelques passages :

« Quel est l'objet de la guerre que vous avez entreprise ? L'anéantissement de tous les privilèges. Guerre aux châteaux, paix aux chaumières. Voilà les principes que vous avez posés en la déclarant : tout ce qui est privilège, tout ce qui est tyran doit être traité en ennemi dans les pays où nous entrons. Telle est la conséquence naturelle de ces principes... »

Et Charles Maurras donna une leçon d'histoire à nos « grands républicains d'aujourd'hui », en

écrivant dans l'*Action Française*, à propos des thèses de Boukharine :

« Comme nos jacobins en appelaient à toutes les chaumières contre tous les trônes, les communistes entendent bien que tout prolétaire portant les armes appuie les armées russes contre tout propriétaire. Dans la philosophie des libérateurs révolutionnaires, il faut bien avouer que le contraire serait absolument scandaleux... »

Cambon continue en reprochant aux généraux de l'armée révolutionnaire de ne pas installer la République dans les pays envahis :

« Nous ne devons pas respecter les usurpateurs ; tous ceux qui jouissent d'immunités et de privilèges sont nos ennemis. Il faut les détruire, autrement notre propre liberté serait en péril.

« Ce n'est pas aux rois seuls que nous avons à faire la guerre ; nous avons à combattre tous leurs complices, les castes privilégiées qui, sous le nom des rois, ruinent et oppriment le peuple depuis plusieurs siècles... La France, le 17 juin 1789, a proclamé ses principes : rien n'était légal sous le despotisme. Je détruis tout ce qui existe par un acte de ma propre volonté. Voilà la conduite que doit tenir le peuple qui veut être libre et faire une révolution ; s'il n'a pas les moyens de la faire par lui-même, il faut que son libérateur le supplée et agisse pour son intérêt en exerçant momentanément le pouvoir révolutionnaire. Les peuples chez lesquels les armées de la République ont porté la liberté n'ayant pas l'expérience nécessaire pour établir leurs droits, il faut que nous nous déclarions pouvoir révolutionnaire pour détruire l'ancien régime qui les tient asservis.

« Lorsque nous entrons dans un pays, c'est à nous de sonner le tocsin. Si nous ne proclamons pas la déchéance de nos tyrans et des privilèges, le peuple, accoutumé à courber la tête sous les chaînes du despotisme, ne serait pas assez fort pour briser ses fers ; il n'oserait pas se lever et nous ne lui donnerions que des espérances si nous lui refusions une assistance effective. Si nous sommes pouvoir révolutionnaire, tout ce qui existe de contraire aux droits du peuple doit être abattu dès que nous entrons dans les pays. Il faut proclamer tous nos principes, détruire toutes les tyrannies et rien de ce qui existait ne doit résister au pouvoir que nous exerçons... »

Cambon demande de former dans les pays envahis des Comités révolutionnaires détruisant l'ancien régime et administrant le pays, avec comme magistrats des sans-culottes (les bolcheviks de l'époque).

« Vous n'avez encore rien fait, leur dit-il, si vous ne déclarez hautement la sévérité de vos principes contre quiconque voudrait une demi-liberté. Vous voulez que les peuples chez qui vous portez vos armes soient libres. S'ils se réconcilient avec les castes privilégiées, vous ne devez pas souffrir cette transaction honteuse avec les tyrans et les peuples qui veulent conserver les castes privilégiées doivent être traités en ennemis... »

Comment Jean Jaurès parlait-il de ce rapport ? En quels termes ? Avec une géniale intuition qui

prouve combien ont tort de se réclamer de sa pensée les ennemis de la Révolution russe :

« Ce sont là de formidables problèmes, écrit Jean Jaurès dans son « Histoire de la Convention ». Quel démenti à l'optimisme premier de la Gironde ! Voici les peuples dont elle avait espéré et annoncé le soulèvement spontané qui font preuve, en face même de la Révolution victorieuse, d'une force de passivité, d'une résistance extraordinaire. Le temps n'est plus où la France de la Révolution s'imaginait qu'à peine le signal de la liberté serait dressé par elle sur le monde, les peuples accourraient tous à cette lumière. C'est par un silence étonné que les hommes accueillirent la Révolution. Ni l'exemple de la France, exemple mêlé d'ailleurs de lumières et d'ombres, de liberté généreuse et de violence sanglante (ô contempteurs augustes de la violence bolchevik !), ni la protection de sa force promise à qui s'émanciperait, ne suffiraient à créer les énergies de liberté et les mœurs de la Révolution... »

« Il fallait que la Révolution tentât d'achever l'œuvre incomplète des siècles et de brusquer en Europe l'histoire trop lente. La force révolutionnaire ne peut brusquer la lente évolution des nations attardées. Et, pourtant, il faut qu'elle l'essaie, sous peine de périr ; car si elle ne parvient pas à révolutionner les peuples, le poids écrasant du monde sera bientôt sur elle. »

Cambon démontre que la guerre aux rois ne suffit pas ; il est nécessaire de briser tous les privilèges d'ancien régime. Certes, Jaurès craignait que cette tentative de révolutionner les peuples « inocule à la France des habitudes dictatoriales et identifie chez les autres peuples la servitude du passé et la liberté nationale. Du jour où la liberté c'est la conquête, le patriotisme européen doit se confondre avec la contre-révolution.

« Les Conventionnels acceptèrent sans peur ces hasards redoutables. Ils eurent du moins la grandeur de ne pas voiler par des expédients hypocrites la dictature française qu'ils annonçaient au monde incapable de se libérer... »

« C'est au grand jour que la France devait assumer la responsabilité universelle de la liberté... »

« Dictature révolutionnaire (écrit Jaurès), c'est, en tout cas, ce qu'on peut appeler le prolétariat révolutionnaire de la France sur les peuples. »

« Le rapport de Cambon fit tellement d'impression, continue le grand historien socialiste, que ni la Gironde, ni Condorcet lui-même n'ont la franchise de reconnaître à quel point ce programme de Révolution imposée diffère du programme de Révolution spontanée qu'ils ont tracé d'abord.

« Condorcet — qui avait cependant proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — est conduit à louer et approuver ainsi le système de Cambon :

« Le discours de Cambon — écrit-il dans la Chronique de Paris — étincelant de vérités, l'énergie que et noble simplicité de son débit, ont obtenu des applaudissements enthousiastes ; on croirait entendre le germe de la liberté et de l'égalité menaçant de leur destruction prochaine toutes les branches, tous les degrés de la tyrannie. »

« Brissot caractérise par une expression vaste le plan de Condorcet : « Cambon propose un décret qu'on peut regarder comme l'organisation du pouvoir révolutionnaire universel. »

Et Jean Jaurès tirait de ce rapport une conclu-

sion magistrale, une philosophie des Révolutions, et cette prophétie géniale nous donne le droit de dire que le célèbre tribun aurait compris et se serait donné à la Révolution russe.

« La France de la Révolution, ce qui est grave, au lieu de laisser à leur libre essor les peuples délivrés de la crainte de leurs oppresseurs, fut obligée de se substituer à eux et de faire pour eux, sans eux, contre eux, leur révolution... »

« Terrible dilemme : ou laisser subsister autour de soi la servitude ou faire de la liberté imposée de la tyrannie.

« La France expiait par là la magnifique et redoutable avance révolutionnaire qu'elle avait sur le monde. C'est une gloire, mais c'est un péril de devancer les autres peuples. Il n'y a pas harmonie entre ses crises sociales et celles de l'univers. Il faut qu'elle soit submergée par le reflux des puissances rétrogrades qui l'enveloppent ou qu'en propageant par la force le progrès et la liberté, elle s'épuise en une lutte formidable et fautive par la violence la Révolution qui doit affranchir et purifier.

« La Révolution française, c'est là son incomparable grandeur, adresse à l'Humanité une sommation hautaine d'avoir à hâter le pas pour la rejoindre. Elle a animé, secoué, violé les nations attardées. Elle les a obligées à sortir de l'ornière des siècles. Elle a rendu pour elles impossibles à jamais les somnolences et les lenteurs d'ancien régime. Elle a précipité pour tous le rythme de la vie. Elle a posé brutalement, sous l'éclair des orages des jours présents, des problèmes qui se développaient en quelques consciences d'élite avec une sorte de lenteur sacrée. Et sa proclamation de liberté aux peuples, si elle a l'éclat de cuivre des sonneries guerrières, en a aussi l'allégresse entraînante. »

A la veille du Congrès de l'Internationale, une multitude de problèmes complexes, formidables, se posent devant les communistes du monde entier.

Les thèses de Boukharine sont à l'ordre du jour, elles méritent notre attention. Car, qu'est-ce donc ce problème russe ? Que sont les discussions de nos camarades bolcheviks ? A peine percevons-nous un écho lointain de ces voix de titans qui s'interpellent avec l'éclat du tonnerre. Mais ne comprenez-vous pas que ces voix signifient qu'aux prises avec les nécessités terribles et gigantesques de l'économie d'un monde nouveau à bâtir, la Révolution, russe adresse une « sommation hautaine » au prolétariat d'avoir à hâter sa marche en avant pour la rattraper s'il ne veut pas voir reculer l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat mondial aux prises avec le Bloc des capitalistes internationaux ?

Michel MARTY.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Les Nouvelles Expériences Financières de la Hongrie

La « Sparikrone ». — Combien il est malaisé d'assainir les finances d'un pays de contre-révolution. — Principe : les pauvres payeront toujours.

La Société des Nations est en train d'appliquer ses méthodes d'assainissement financier en Hongrie. C'est le deuxième pays d'Europe sur lequel les grands docteurs de Genève se livrent à des expériences de ce genre. En Autriche ce sont surtout les ouvriers et les petits-bourgeois qui ont fait les frais d'assainissement des finances. Mais dans ce pays la résistance de la classe ouvrière a pu au moins mettre un certain frein aux convoitises du capitalisme international. Par contre, la camarilla dominante de la contre-révolution hongroise, qui ne voit après des années de règne absolu d'autre issue au chaos politique et économique que l'emprunt international, accepte sans discussion toutes les conditions que lui imposent les prêteurs. Ce qui importe aux maîtres actuels de la Hongrie, c'est la conservation de leur pouvoir.

Les 250 millions de couronnes-or — l'Autriche en reçoit 650 millions — que la haute finance internationale est disposée à prêter à la Hongrie, sont loin de suffire aux besoins financiers du pays et restent même au-dessous de la somme jugée nécessaire pour rétablir l'équilibre budgétaire. Comme les grandes puissances ne garantissent pas l'emprunt hongrois, les conditions auxquelles la Hongrie a dû souscrire pour obtenir cette aide financière internationale, sont beaucoup plus graves que celles qui ont été imposées à l'Autriche.

La chute vertigineuse de la couronne hongroise montre quelle valeur les cercles financiers étrangers attribuent à l'action d'assainissement de la Société des Nations. La couronne hongroise, qui valait, il y a quelques semaines encore, 3 couronnes autrichiennes à Vienne, n'y vaut aujourd'hui que 70 hellers. Même à Zurich, où le gouvernement Bethlen dépense de fortes sommes en vue d'empêcher la chute de la couronne, le cours du change hongrois a diminué très sensiblement.

Quelles mesures le gouvernement Bethlen croit-il devoir appliquer pour surmonter ces énormes difficultés financières ? Il a créé une monnaie fictive dite *Sparikrone* (la couronne d'épargne) dont le cours, établi chaque jour par une commission gouvernementale, exprime la valeur fixe de la couronne-papier à partir du 24 février. (Cette monnaie, qui n'existe que par son rapport avec la couronne-papier, sert à la valorisation des transactions bancaires et commerciales et aussi à encourager le public à faire des économies en monnaie hongroise, au lieu d'acheter des banknotes étrangères. C'est pourquoi toutes les banques et caisses d'épargne sont tenues à accepter des dépôts en *sparikronen* (c'est-à-dire en couronnes-papier à valeur fixe.) En même temps le gouvernement se met à réaliser un emprunt intérieur forcé.

Cependant, la chute de la couronne-papier continue. Les crédits accordés antérieurement par la Banque d'Emission à un cours relativement élevé sont maintenant remboursés au montant nominal, c'est-à-dire au cours actuel, qui est de beaucoup inférieur. Cette « magnanimité » de l'Etat a été la source de l'enrichissement rapide de bien des capitalistes financiers et industriels. C'est à cet état de choses que le gouvernement veut mettre fin par la valorisation des crédits, mesure contre laquelle les groupes capitalistes intéressés protestent avec la plus grande véhémence.

L'emprunt intérieur forcé a pour but de procurer au gouvernement les ressources nécessaires jusqu'à l'enlèvement des premières tranches de l'emprunt exté-

rieur. L'emprunt intérieur sera émis (ou pour mieux dire perçu) à la base de l'impôt sur le revenu. Cela veut dire que la propriété rurale n'aura à payer que des sommes dérisoires, étant donné que l'impôt sur le revenu des propriétaires ruraux, classe prépondérante en Hongrie, est calculé d'après un schéma qui équivaut presque à une exemption de cet impôt. C'est la classe ouvrière qui aura à supporter tout le poids de l'emprunt forcé, car les revenus hebdomadaires au-dessus de 50.000 couronnes sont déjà frappés d'impôt. Or, le salaire moyen d'un ouvrier ne fait que 180.000 couronnes par semaine, tandis que, d'après les calculs faits par la Centrale Syndicale, l'entretien d'une famille ouvrière exigeait une somme de 490.000 couronnes par semaine, au minimum.

Ce fondement de l'emprunt ne laisse pas de douter sur les intentions du gouvernement de faire aboutir l'action d'assainissement aux dépens des classes laborieuses, en ménageant les classes possédantes. Le gouvernement dirige en même temps une nouvelle offensive contre la population laborieuse des villes. Il a déposé un projet de loi visant à la valorisation des loyers à compter du 1^{er} février 1924. Il faut savoir, pour comprendre tout ce que cette mesure contient d'inhumain, que pas une ville d'Europe ne souffre autant de la crise de logements que Budapest dont les habitations malsaines — chambres habitées par 15 et 16 personnes — font la triste spécialité. Or, dans aucun pays de l'Europe les gouvernements n'ont mis autant de hâte à rétablir la domination de M. Vautour. L'Etat lui-même s'assure sa part de l'exploitation des locataires en prélevant 25 % sur les loyers.

Les maîtres actuels de la Hongrie ne se soucient pas de savoir comment les ouvriers exploités feront pour supporter toutes ces charges écrasantes. Le salaire moyen d'un ouvrier à Budapest est de 13,40 couronnes-or par semaine, tandis qu'un ouvrier en province ne touche que 7,86 couronnes-or. Les ouvriers agricoles sont victimes d'une exploitation encore plus révoltante. Ils ne gagnent que 0,06—0,1 couronne-or, c'est-à-dire 1.500—2.000 couronnes-papier par jour. La spéculation profite de la chute de la couronne pour augmenter les prix des objets de première nécessité. L'ouvrier de Budapest paie 14 heures de travail un kilo de graisse que l'ouvrier de Vienne ne paie que 3—4 heures de travail ; 10 kilos de farine coûtent à l'ouvrier de Budapest 11 heures de travail, à l'ouvrier de Vienne 6—8 heures ; l'ouvrier de Budapest paie 390 heures de travail un complet-veston, qui ne coûte à l'ouvrier de Vienne que 115 heures. Il n'est pas étonnant que les ouvriers, surtout les spécialistes, quittent en masse ce pays. Un manque très sensible d'ouvriers spécialistes se fait déjà sentir. La classe ouvrière exaspérée n'a rien à attendre du simulacre d'opposition que la social-démocratie hongroise, toujours prête à pactiser avec les classes dirigeantes, fait au gouvernement qui profite même politiquement de l'attitude « oppositionnelle » des chefs social-démocrates pour donner une faible apparence de démocratie à son tyrannique régime.

Les antagonismes de classe s'aggravent ainsi de plus en plus. L'atmosphère politique est chargée d'orage. Il est clair que le prolétariat affamé et exploité ne pourra supporter plus longtemps la domination des profiteurs sans vergogne qui gravitent autour de l'amiral Horthy. Les ouvriers hongrois qui ont passé par l'école de la révolution sont de taille à tenir courageusement tête à la réaction — et cela malgré la politique opportuniste de la social-démocratie. L'avenir le montrera.

François RAKOS.

CHRONIQUE DES CELLULES

L'Éducation par les Cellules

A chaque réunion de la cellule, les camarades discuteront des résultats obtenus dans le courant de la semaine ou depuis leur dernière assemblée, de la propagande à faire ; mais là ne se borne pas tout l'ordre du jour. Dans les réunions des cellules, il ne faut pas omettre une tâche très importante : l'éducation.

Dans nos groupes locaux actuels l'éducation est donnée par conférences ou causeries en réunions plénières ou en groupe d'études, portant sur un point de doctrine ou une question d'actualité. Il faut une autre conception de l'éducation pour la cellule. La réunion de la cellule est courte : pas de longs débats. Quelle éducation allons-nous donner alors ?

La meilleure étude qui puisse être faite de la conception marxiste, communiste du mouvement ouvrier est celle qui s'appuie sur l'exemple vivant de l'usine : or, nous avons dans la cellule tous les matériaux à pied-d'œuvre : l'usine et la doctrine. Soumettons-les à l'épreuve réciproque, et de cet examen sortira la compréhension très claire de notre rôle et de nos possibilités.

La force du Parti Communiste sera d'avoir des militants qui observent, qui sachent voir et entendre et qui discernent la mentalité et les aspirations de leurs camarades de travail, non au travers d'une ou deux conversations, mais par l'esprit général d'un atelier ou d'une usine.

Combien avons-nous entendu de camarades dire : « Ah ! il n'y a rien à faire, ils sont trop contents comme ça ; tout à l'heure encore j'ai causé avec un... » Et, malheureusement, on se forge souvent une idée générale avec quelques bribes de cette espèce et, quand on a causé avec « un », on dit « ils ».

Chaque membre du Parti doit acquérir la « psychologie » qui permet de discerner la tendance d'un ensemble de travailleurs ; autrement, comment allons-nous à la bataille contre le patronat, avec quelles perspectives engageons-nous notre propagande, par quels moyens sentons-nous l'ardeur de la lutte ou le flottement intérieur dans une foule de grévistes ? Nous allons à tâtons, à l'aveuglette, au petit bonheur, alors que nous devons toujours partir avec un certain nombre de certitudes.

L'éducation dans la cellule peut réaliser cela : tous les jours dans l'usine on peut glaner cinq ou six faits frappants qui, disséqués, expliqués, donnent une démonstration claire de la valeur et de l'exactitude des idées et de l'action communistes : n'est-ce pas à la porte de l'usine, au moment où l'on se libère des huit ou neuf heures d'exploitation, rançon quotidienne due au patronat, qu'on peut le mieux éclaircir les différentes parties de notre programme : la lutte des classes (que d'exemples multiples !), la collaboration de classe (que d'échecs et d'humiliations !), la valeur des réformes (les huit heures, les accidents du travail, la protection des machines, l'hygiène), la vie quotidienne toujours aggravée (salaires, impôts, situation politique générale). Enfin, n'est-ce pas sur place que nos camarades peuvent dès maintenant préparer des modes de contrôle de la production, de gestion ouvrière des usines ? Voilà un aspect déjà de l'éducation de la cellule dont l'avantage est de prendre un fait que chacun peut observer chaque jour, de remonter à l'aide de ce fait jusqu'à la théorie et en confirmer l'exactitude.

Il y a un travail plus simple encore et non moins important : nous engageons une campagne à laquelle nous assignons deux ou trois buts précis. La cellule doit étudier à fond la valeur de cette campagne. Le militant dans l'usine n'a pas fini son œuvre lorsqu'il a distribué ses tracts et collé ses papillons. Si son rôle se borne là et s'il s'en montre satisfait, il n'est qu'un simple agent d'exécution. Il doit être autre chose et beaucoup plus.

La cellule lit les tracts, en discute l'argumentation et

la rédaction ; s'il est obscur, la remarque en est faite au centre ; en tout cas, lorsque le tract est distribué par la suite, chacun des militants qui le donne le connaît bien, peut en commenter le fond et la forme. Il peut se rendre compte de la portée exacte de notre propagande grâce aux échanges de vue, aux réflexions, aux exclamations suscitées par chacun de nos manifestes. La cellule centralise ces échos, peut ainsi suivre pas à pas le développement de notre propagande, en mesurer les effets, la progression ou l'incompréhension.

Dans les débats, la cellule pourra ainsi contrôler la valeur de notre propagande, mais si elle comprend bien son rôle elle devra bientôt la diriger et c'est d'après les rapports des cellules en contact avec la masse que le centre sera guidé et pourra marcher ferme.

Cela exige une grande transformation dans l'esprit et les méthodes de travail de tous les membres du Parti : c'est la tâche d'éducation de la cellule d'y aider et de l'accélérer.

R. GAILLARD.

(Extrait d'un projet de brochure à éditer pour faciliter la création des cellules dans le Parti.)

La Révolution Proletarienne est invincible

Mais lorsque le dernier manoeuvre, lorsque n'importe quel sans-travail, quelle cuisinière, quel paysan ruiné verra non pas par les journaux, mais de ses propres yeux, que le pouvoir prolétarien, au lieu de s'aplatir devant la richesse, s'occupe uniquement d'aider les pauvres, ne recule pas devant les mesures révolutionnaires, enlève les superflus des parasites pour le donner aux affamés, installe ceux qui sont sans domicile dans les appartements des riches, fait payer les riches pour le lait, mais ne leur en donne pas une goutte avant que les enfants de toutes les familles pauvres n'en soient suffisamment pourvus, donne la terre aux travailleurs, met les usines et les banques sous le contrôle des ouvriers, châtie immédiatement et sévèrement les millionnaires pour toute dissimulation de leurs richesses, quand les pauvres gens, dis-je, verront et sentiront cela, aucune force des capitalistes et des koulaks, aucune force du capital financier mondial avec ses centaines de milliards ne sera en état de vaincre la révolution sociale. C'est elle qui vaincra le monde, car dans tous les pays la révolution socialiste mûrit rapidement.

Notre révolution est invincible, si toutefois elle n'a pas peur d'elle-même, si elle remet la plénitude du pouvoir au prolétariat, car nous avons derrière nous les forces incomparablement plus grandes, plus développées et plus organisées du prolétariat universel que la guerre n'a pas anéanties, qu'elle n'a fait que comprimer temporairement et en fin de compte décupler.

N. LENINE.

« Sur la route de l'Insurrection », Librairie de l'Humanité, Paris 1924.

L'OPINION DES MILITANTS

Un mot à Ollivier

Ollivier, dans un récent article du *Bulletin Communiste*, a cru devoir protester contre le fait que les Jeunesses affichaient souvent dans leurs fêtes : *Le Commissaire est Bon Enfant*, de Courteline, et des œuvres similaires qui n'avaient aucun caractère révolutionnaire.

D'accord.

Mais Ollivier a oublié (comme par hasard) de signaler aux lecteurs du *B. C.* :

1° Les râclures de beuglants, de caf' conc' et autres inepties, ordures, saletés de toutes sortes que *des membres du Parti* (quelle honte !) chantent couramment dans les fêtes prolétariennes, avec souvent des *gestes à l'appui* (si Ollivier désire que je lui signale des *faits précis*, je suis à sa disposition) ;

2° Les jazz-band, les « Dudul jazz », les bals de nuit à grand orchestre donnés en « l'honneur » de l'anniversaire de la Commune (des milliers de morts dans la classe ouvrière, lire l'histoire de Lissagaray) et des affamés d'Allemagne ;

3° Les chansons « dites » sociales dont le contenu est souvent fort critiquable (Nobel, Guérard, etc.) ;

4° Les revues « dites » sociales qui ne sont qu'une caricature imbécile de notre propagande et dans lesquelles on exhibe de pauvres petits enfants de neuf ans qui le soir, en hiver, seraient certes mieux dans leur lit.

Nous attendons qu'Ollivier le censeur nous signale cela.

Et, en attendant, je déclare (et je me crois tout aussi bon communiste qu'Ollivier) qu'entre Courteline, qui n'est pas un révolutionnaire, et les quatre choses que je viens de signaler, je préfère encore Courteline.

René HAGNAVER.
(11^e Section.)

Sur nos Discussions

Dans le *Bulletin Communiste*, Marcel Bresson s'autorise à disserter sur les discussions qui se sont fait jour dans l'« Internationale ».

Nous croyons que le camarade Bresson ne possède pas la question à fond et que c'est pour cela que son jugement est inconsistant. Il écrit que le moment est mal choisi pour donner de la publicité à nos divergences. Qu'est-ce à dire ? Le Parti a-t-il tort de réagir et de sévir contre les diverses droites qui le conduisent à l'erreur, puis à la défaillance ?

Discussion théorique, écrit encore Bresson. Non pas. La droite a « travaillé », a trop « travaillé ». Et ce travail, nous pouvons le dire, n'est pas du tout théorique. En fait, il en est résulté un échec partiel de la tactique « front unique » ; l'hésitation et le désarroi dans les commissions syndicales et les cellules, quelque peu influencées par la pensée de Monatte. La question allemande et la question anglaise ont eu à souffrir des erreurs et des pensées de droite.

Le moment est mal choisi ?

Qu'est-ce à dire ? Devons-nous, parce que nous sommes occupés après une opération de second ordre, négliger les problèmes de premier plan ?

Qu'est-ce à dire ? Devons-nous laisser submerger « l'Internationale » par des vagues démoralesantes et par les erreurs de quelques intellectuels ?

Devons-nous, en Russie, laisser place à la « démocratie ouvrière » manœuvrée adroitement par la nouvelle bourgeoisie ? Ne devons-nous pas nous opposer à toute atteinte contre le pouvoir dictatorial des ouvriers ? Ne devons-nous pas contraindre les minorités à s'effacer ? Ne devons-nous pas combattre les gens de

droite, qu'ils fussent Souvarine, Rosmer ou autres ?

Et cela tout de suite ?

Devons-nous attendre ?

L'« Internationale » a énergiquement réagi contre les déviations. Les bolcheviks surtout ont été à la hauteur. Leurs décisions vigoureuses ont plu. Barre à gauche.

Un militant avisé songerait-il à faire grief aux organes directeurs d'avoir mis un peu d'ordre dans la maison, de l'avoir fait brutalement peut-être, sans élégance, mais avec tellement de logique !

L. SANOY.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,
120, rue Lafayette, Paris

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.